

Les Ouïghours

DANS LA COURSE AU POUVOIR DE LA CHINE ET DES
PARTENAIRES DE LA NOUVELLE ROUTE DE LA SOIE

Les opinions émises dans ce mémoire sont propres à leur auteur et n'engagent en rien la responsabilité de l'Institut Libre d'Études des Relations Internationales (ILERI)

Je souhaiterais remercier Anna Kireeva, docteure en sciences politiques, travaillant au département des études asiatiques et africaines ; chercheuse au centre d'études chinoises approfondies et des projets régionaux à l'Université MGIMO, spécialiste au Conseil des Affaires Internationales Russes (RIAC), de m'avoir accordé de son temps pour répondre à mes questions,

Je souhaiterais également remercier Joseph Fallon, chercheur sur les régions du Moyen-Orient, de l'Asie centrale et du Sud ainsi que sur l'extrémisme islamique, de m'avoir permis d'avoir accès à des documents du Centre de Recherche en Politique Étrangère et d'avoir répondu à mes questions.

SOMMAIRE

Introduction

I. Coïncidence entre l'avancement de l'Initiative « Ceinture et Route » et les politiques internes chinoises au Xinjiang

A) Modification du territoire du Xinjiang depuis 2013

- 1) Infrastructures et investissements
- 2) Sinisation du Xinjiang

B) Politique de puissance et réveil nationaliste chinois

- 1) La « Nouvelle Ère Chinoise »
- 2) Politique martiale et budget pour la sécurité intérieure

II. Le silence de la communauté internationale et du monde arabo-musulman

A) Projets chinois dans les États du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

- 1) Développement du smart power chinois dans le monde arabo-musulman
- 2) « Trahison » des Ouïghours par les gouvernements du monde arabo-musulman

B) Actions sur la scène internationale

- 1) Incapacité de justice et d'enquête
- 2) Risques d'éradication culturelle et de crimes massifs impunis

Conclusion

INDEX

BAD	Banque Asiatique de Développement
BAII	Banque Asiatique d'Investissement pour les Infrastructures
CEPC	Corridor Économique Pakistan-Chine
EPU	Examen Périodique Universel
ICR	Initiative « Ceinture et Route »
MOAN	Région Moyen-Orient Afrique du Nord
MOU	Memorandum Of Understanding (protocole d'entente)
OCI	Organisation de la Coopération Islamique
ONU	Organisation des Nations Unies
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
RMB	Renminbi
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

INTRODUCTION

Depuis 2014, L'initiative « Ceinture et Route » (ICR) connaît une forte médiatisation et se retrouve également au centre des débats stratégiques sur le continent eurasiatique et de l'autre côté de l'Atlantique.

Cette « initiative », comme préfère l'appeler le président Xi Jinping, permettrait de relier toute l'Eurasie mais aussi de développer la coopération internationale avec les États-Unis, l'Eurasie la péninsule arabique et l'Afrique dans sa globalité. Parallèlement, depuis les années 1970, le Xinjiang est principalement ciblé par les politiques de sécurité de la part du gouvernement chinois pour ses revendications politiques, dues à l'origine ethnique de sa population majoritaire. Depuis 2014, il est également soumis à une haute vigilance de la part de la Chine. Le lien entre le développement de l'ICR et le cas du Xinjiang devient alors intéressant à étudier.

L'histoire du Xinjiang et sa population a un rôle primordial pour comprendre les relations entretenues par la Chine avec sa région à l'extrême ouest. La population ouïgoure est principalement turcophone et apparentée à la population ouzbèque. La région est rattachée à la Chine depuis le XVIIème siècle bien qu'elle ait connu des périodes d'indépendance, notamment en 1949. Le rattachement à la Chine s'est fait de manière non consentie par le peuple ouïgour, ce qui a longtemps mené à des soulèvements politiques et des revendications souvent tués et réprimés par le gouvernement chinois à cause de leur intensité et leur nature terroriste. Ces attentats se déroulaient à partir des années 1970, soit bien avant l'actuel projet géopolitique chinois. Depuis 2013, le nombre d'attentats a commencé à battre des records en Chine. Certains éléments laisseraient pourtant supposer que les frictions existantes entre les deux entités ne seraient pas uniquement d'ordre sécuritaire. Les antécédents violents et contestataires des ouïghours laissent une large marge de manœuvre au gouvernement en termes de mesures de sécurité intérieure et en termes de légitimité face au droit international.

Il ne faut donc pas se laisser séduire par la facilité d'une accusation liée uniquement au terrorisme. Une fois l'argument de la sécurité intérieure écarté, un autre facteur de grande importance entre dans l'équation. Le refus de la part des Ouïghours de se soumettre aux projets chinois y est pour beaucoup. Les projets de l'ICR et de Nouvelle Ère chinoises vont tous les deux à l'encontre des intérêts de cette population. Ces politiques étant menées par l'ethnie majoritaire et la plus influente en Chine, les Hans, imposent une soumission culturelle et politique pour mener l'initiative

nationale à bien. Les bénéfices que la Chine en tirerait seraient conséquents : un contrôle important d'une population et d'une région au croisement stratégique de l'Eurasie, avec un sol riche et encore largement inexploité.

On pourrait alors être surpris par le silence de la communauté internationale et principalement des pays musulmans. La situation ouïgoure, qui ne manque pas d'être reconnue dans les médias et dans les sphères politiques, semble être devenue un tabou ou une question éludée pour éviter de froisser un nouveau partenaire puissant.

Ce travail de recherche va donc s'intéresser aux raisons du silence de la communauté internationale au sujet des revendications Ouïgoures et des ambitions nationales chinoises. Afin de répondre à cette problématique, il convient de s'intéresser aux concordances entre l'avancement de l'ICR et des politiques chinoises au Xinjiang en termes d'investissements et d'aménagements. Cette partie comprendra également une étude sur le réveil nationaliste chinois et ce qu'il implique sur la scène internationale et pour les Ouïghours. La deuxième partie de ce travail sera consacrée au silence de la communauté internationale et des pays musulmans. On s'intéressera donc aux relations entre l'Organisation de la Coopération Islamique et Beijing et le rôle porté par les organisations internationales dans la gestion de cette crise. Les conséquences de la crise du Xinjiang dans la structure internationale seront également observées.

I. Coïncidence entre l'avancement de l'Initiative « Ceinture et Route » et les politiques internes chinoises au Xinjiang

Le Xinjiang représente l'élément clé de la réussite et de l'importance géostratégique de l'ICR¹ pour les prochaines décennies. De nombreuses infrastructures et investissements ont été engagés dans la région afin de compléter cet objectif. Cependant ces investissements, bien qu'ils aient un impact bénéfique sur le plan économique, ne devraient pas voiler les questions sociales qu'un tel projet soulève, notamment concernant la disparité ethnique de la région. De nombreux investissements ont eu lieu après l'annonce du projet de Xi Jinping, mais de nombreuses mesures sociales et autres actions publiques ont été menées en parallèle. Les problèmes sociaux régionaux en sont souvent une conséquence directe, principalement liés au refus de la sinisation de la région par les locaux.

A. Modification du territoire du Xinjiang depuis 2013

Afin de mieux comprendre les questions qui animent le Xinjiang, il faut reprendre les faits et comprendre les mesures du gouvernement entreprises dans la région. Si on se concentre tout d'abord sur le potentiel du Xinjiang pour l'économie chinoise et son importance dans la réussite de l'ICR, les réponses de la communauté ouïgoure et internationale seront plus faciles à aborder.

1. Infrastructures et investissements

a) Travaux et réaménagement

Pendant la gouvernance de Mao Zedong, la région du Xinjiang était délaissée et suscitait alors peu d'intérêt, bien qu'elle fût au centre de l'historique ICR. Depuis 2008 pourtant, les fragilités liées à la précarité régionale et sa géographie amènent la Chine à repenser sa politique en construisant des infrastructures routières et ferroviaires. Ces aménagements font partie de la politique d'intégration territoriale des régions excentrées. En 2013, Xi Jinping évoque au Kazakhstan que l'un des buts premiers de l'initiative de l'ICR, serait d'accélérer significativement la croissance économique au Xinjiang.

En 2010, la « ruée vers l'Ouest » chinois commence en développant un réseau routier vers l'ouest du territoire. En juillet 2017, la construction de l'autoroute Lanzhou (province du Gansu) se

¹ Annexe 1

termine entre Urumqi et Beijing dans le cadre du projet d'autoroute G7.² Cette autoroute s'étend sur 2 768 kilomètres entre les deux villes en passant par le désert de Gobi. Ce projet permet de raccourcir le trajet de 1300 kilomètres.³ En termes d'échanges, un tel progrès permet de considérablement fluidifier le transport de marchandises entre Beijing et Urumqi mais aussi de donner un accès plus rapide à la Mongolie, au nord du Xinjiang à la Chine méridionale.

Toujours dans le but de connecter son territoire à l'échelle nationale et internationale, la Chine met en place plusieurs voies ferroviaires. La ligne de fret Chongqing-Xinjiang-Europe (Yuxinou) par exemple⁴, est mise en place en 2011, soit avant le lancement de l'ICR. En 2015, le premier échange ferroviaire entre l'Allemagne et la Chine est effectué grâce à la ligne de fret entre Chongqing et la ville de Duisbourg. Avec l'ICR, les lignes de fret ferroviaires ont pris de l'envergure. En 2017, il faut compter pas moins de 1000 livraisons d'une valeur de 16,9 milliards de yuans (2,51 milliards de dollars). L'exemple des aménagements routiers et ferroviaires montrent le « pivot » que représente le Xinjiang dans l'ICR en s'étendant jusqu'en Europe. En seulement 4 ans, le développement de la ligne fret a été spectaculaire et continue d'intéresser des pays européens comme l'Italie. Outre le flux de marchandises, le flux d'individus s'intensifie également avec le développement des lignes à grande vitesse. En novembre 2014, une voie (Lanxin) s'ouvre au Xinjiang, permettant un meilleur accès à la région par les originaires de Beijing.⁵ Selon le média Xinhua, le Xinjiang connaîtrait une augmentation du tourisme de 40,93% pour l'année 2018, principalement grâce au développement des réseaux de transports.⁶

Les communications entre Beijing et le Xinjiang ont longtemps été concentrées sur la capitale régionale, Urumqi. Le premier aéroport y ouvre en 1973. Le sud de la région était alors encore inaccessible du fait du manque d'infrastructures de transport.⁷ C'est seulement en décembre 2018 que l'aéroport du Tangwangcheng ouvre ses portes pour le transport de civils dans le sud du

² Kidwai, F. « Xinjiang rides high on Belt and Road Initiative », China Daily, <http://global.chinadaily.com.cn/a/201808/08/WS5b6a649ba310add14f384a0c.html>, août 2018

³ Annexe 2

⁴ Annexe 3

⁵ « La Chine mise sur son TGV pour développer son Far West », Le Monde, AFP, https://www.lemonde.fr/economie/article/2014/12/26/la-chine-mise-sur-le-tgv-pour-developper-son-far-west_4546261_3234.html, décembre 2014

⁶ « Forte progression du tourisme au Xinjiang sur les huit premiers mois », Xinhua, http://french.xinhuanet.com/2018-09/21/c_137484212.htm, septembre 2018

⁷ Warikoo, K. *Xinjiang – China's Northwest Frontier*, Central Asia Research Forum, 2016, p.181

Xinjiang à Tumxuk.⁸ Cet aménagement a permis à de nombreux Hans de se rendre au sud de la région, qui compte désormais 21 aéroports.

D'autres mesures ont été prises pour rendre le Xinjiang à la fois plus attractif pour les touristes mais aussi pour réduire les disparités par rapport au reste du territoire. À Kashgar, la ville historique a connu de nombreuses rénovations, du fait de la fragilité des bâtiments en cas de « tremblements de terre ou de feu ». Ce sont de nombreuses maisons teintées du patrimoine ouïgour qui se voient détruites ou complètement remises à neuf, bien que les autorités chinoises aient promis la conservation du patrimoine culturel local.⁹ Kashgar représentait le croisement entre les cultures perses, européennes et chinoises et était donc l'un des piliers de la culture ouïgoure. D'autres aménagements sont également visibles, notamment dans la ville de Khorgas, à la frontière du Kazakhstan. Comme Kashgar, elle représentait un point culminant dans l'ancienne ICR et s'est rapidement dégradée avec le temps. En 2014, le gouvernement chinois souhaite faire de cette ville le port terrestre de l'ICR. Pour ce faire, il y investit 3,25 millions de dollars pour aménager des zones logistiques, des gazoducs ainsi que des ports. L'aménagement de ces couloirs commerciaux représentant 140 millions de dollars. Dans la logique de l'aménagement des villes portuaires maritimes à l'est de la Chine comme Shenzhen, Shanghai ou encore Guangzhou, l'ICR tient aussi à mettre en place d'importants ports terrestres qui lui assureraient les mêmes bénéfices, comme il est déjà possible de voir avec la gare de passe de Alataw.¹⁰ Il est également intéressant d'analyser la restructuration du territoire avec un aperçu des différents investisseurs dans la région.

b) Provenance de fonds et développement de l'économie

Les fonds pour ces projets d'intégration proviennent essentiellement de la Banque Asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII). Créée en 2014, elle a pour but de concurrencer la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et la Banque Asiatique de Développement (BAD) afin d'essayer de prendre le monopole dans le développement des infrastructures en Asie du Sud-Est et en Asie Centrale. Cette banque a été créée à la suite du projet de l'ICR, qui permet de compléter l'importance stratégique de la Chine sur la scène internationale. On la voit apparaître dans les Protocole d'Entente (Memorandum of Understanding) avec l'Italie notamment. La BAD

⁸ « Xinjiang opens new airport, raising total number to 21 », Xinhua,

<http://www.chinadaily.com.cn/a/201812/27/WS5c246d1aa310d912140514a4.html>, décembre 2018

⁹ Levin, D. « China remodels an Ancient Silk Road City and an ethnic rift widens », Kashgar Journal, The New York Times, <https://www.nytimes.com/2014/03/06/world/asia/china-remodels-an-ancient-silk-road-city-and-an-ethnic-rift-widens.html>, mars 2014

¹⁰ Shepard, W. « The Complex Impact of Urbanization in Xinjiang », The Diplomat,

<https://thediplomat.com/2015/12/the-complex-impact-of-urbanization-in-xinjiang/>, décembre 2015

a évalué les besoins en infrastructures à 800 milliards de dollars annuels. Une somme que les banques citées plus haut ne peuvent pas collecter et fournir. La BAI, dont le siège social est à Pékin, a permis de financer de nombreux projets au Pakistan et en Égypte notamment grâce à son capital de 20 milliards de dollars. L'Union Européenne prend part au projet en contribuant au capital de la banque (participation de 20%).¹¹

La Chine a connaissance des épargnes des pays est-asiatiques et a elle-même des réserves équivalant le Produit Intérieur Brut de l'Allemagne. Le challenge est donc d'améliorer les réseaux entre les économies et de développer les intermédiaires financiers. Il s'agit donc d'une banque qui relierait les détenteurs de capitaux aux projets à financer.

Le défi pour la Chine est aussi de taille pour le secteur privé puisqu'elle doit rendre la région du Xinjiang attractive pour les entrepreneurs. De nombreux progrès technologiques permettent déjà de faire proliférer l'économie primaire (production de coton et autres agricultures), en intégrant des nouvelles technologies dans les fermes locales. Selon Anna Kireeva, professeure associée au département des études orientales et professeure à l'Institut de relations internationales de Moscou, le Xinjiang doit d'abord séduire les investisseurs chinois, principalement les Hans, pour sérieusement intéresser des investisseurs étrangers¹². De grosses entreprises, essentiellement spécialisées dans l'exploitation des ressources minières et énergies fossiles, sont déjà bien présentes comme PetroChina.¹³ Des expéditions et voyages de prospection économique sont organisés, mettant en valeur le territoire du Xinjiang et sa richesse afin de développer les autres secteurs économiques. Des réformes dans la bureaucratie ont permis de réduire les coûts fonctionnels pour les entreprises souhaitant s'implanter (réduction du prix de l'électricité) et ont également demandé aux banques d'assouplir les politiques de prêts. En 2018, ce sont 19 000 nouvelles entreprises qui seront créées, soit 170 000 nouveaux emplois. La question est pourtant de savoir si ces nouveaux postes profiteront davantage aux Ouïgours ou à l'immigration des Han.

¹¹ "La Banque Asiatique d'Investissement pour les Infrastructures", France Diplomatie, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/asie-oceanie/les-dynamiques-d-integration-regionale/les-enceintes-de-cooperation-economique/article/la-banque-asiatique-d-investissement-pour-les-infrastructures>

¹² Kireeva Anna, chercheuse au centre d'études chinoises approfondies et des projets régionaux à l'Université MGIMO, MGIMO, 16 avril 2019

¹³ Wong, E. "China invests in region rich in oil, coal and also strife", The New York Times, décembre 2014, <https://www.nytimes.com/2014/12/21/world/asia/china-invests-in-xinjiang-region-rich-in-oil-coal-and-also-strife.html>

2. Sinisation du Xinjiang

a) *Tourisme et mesures d'incitation à la migration*

La sinisation, accentuée par le début de l'ICR, est un important problème socio-économique au Xinjiang. Parmi les nombreuses ethnies qui composent le Xinjiang, à savoir les Ouïgours (ethnie majoritaire), Kazaks, Mongols, Tadjiks et Kirghiz en 1953, la population de Hans représentait 6% de la population régionale contre 75% de Ouïgours.¹⁴ La région venait d'être intégrée au territoire ce qui explique la rareté de l'ethnie Han dans la région. En 2017, sur une population de 22 millions de chinois, 8,8 millions sont Ouïgours contre 7,7 millions de Hans, soit respectivement 35% de Hans et 40% de Ouïgours. En 2018, les chiffres évoluent en passant à 45,84% et 40,48%¹⁵. Comme mentionné plus tôt, le développement des infrastructures a eu un impact important dans l'accès à l'Ouest du territoire pour les chinois méridionaux en particulier. Pour les vols entre Beijing et Urumqi, les avions sont remplis à 85-90% de Hans.¹⁶ Ces chiffres ont évidemment augmenté avec l'essor du tourisme permis par l'achèvement des travaux d'aménagements routiers. Rien que pour le festival du printemps au Xinjiang, il faut compter une augmentation de 70% de touristes et une augmentation de 50% pour la saison hivernale. À l'année, c'est une augmentation générale estimée à 74,42%.¹⁷

Il est important de rappeler que les différentes mesures du gouvernement dans la région ont beaucoup profité à l'économie du Xinjiang en permettant la création d'emplois. Cette politique, appelée familièrement « mixing sand » ou encore « chan shazi » a permis la migration annuelle de 300 000 chinois au Xinjiang, principalement des Hans. C'est une mesure entreprise par le gouvernement, au nom du recrutement de talents et de la stabilité régionale. Son succès est dû à une forte incitation et à des avantages destinés aux migrants chinois¹⁸ mais il faut aussi prendre le processus de sinisation dans le sens inverse. Dès octobre 2014, le gouvernement chinois, afin de gérer les problèmes d'emplois au Xinjiang, proposait à des Ouïgours d'occuper des postes dans d'autres régions, notamment dans le Guangdong. A la suite de ce plan, cette

¹⁴ "Focus and Perils of OBOR", FPRC Journal, N°36, Foreign Policy Research Centre, New Delhi, 2018, pp 30

¹⁵ Warikoo, K. *Xinjiang – China's Northwest Frontier*, Central Asia Research Forum, Routledge, New York, 2016, pp. 180

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ « (Spring Festival) China Focus: Xinjiang tours a hit in "golden-week" holiday », Xinhuanet, février 2019, http://www.xinhuanet.com/english/2019-02/14/c_137821351.htm

¹⁸ "Focus and Perils of OBOR", FPRC Journal, N°36, Foreign Policy Research Centre, New Delhi, 2018, pp 30

région a accueilli près de 5000 individus en 2016¹⁹. On peut donc facilement en déduire que si la région du Xinjiang se sinise, c'est aussi parce qu'elle se « dé-ouïgourise » ou tout simplement parce qu'elle devient davantage interethnique. Les entreprises proposant des postes à ces migrants se voient recevoir des subventions de la part des administrations régionales, ce qui présente une belle compensation pour la formation de ces nouveaux employés et pour l'accueil de nouveaux. Aujourd'hui, elles ne sont que six, mais si la Chine souhaite poursuivre son plan d'homogénéisation du territoire, il se pourrait qu'elle rende ses mesures d'incitations plus intéressantes pour les entreprises.

Sur le plan social, le gouvernement s'assure également d'avoir de l'influence, notamment dans la création de ménages. Au Xinjiang, les mariages mixtes unissant les immigrants et les Ouïgours permettrait de toucher une allocation de 10 000 yuans²⁰. Une somme importante dans une région rurale où le salaire moyen annuel ne dépasse pas les 7 500 yuans. D'autres allocations concernant la scolarité des enfants ou encore la santé ont également été mises en place lors du Deuxième Forum du travail du Xinjiang Central (Second Central Xinjiang Work Forum). Cependant, les chances de réussite de cette mesure restent assez minces, en raison de l'attachement aux traditions de la part des deux ethnies et en raison des divers conflits animant déjà leurs relations depuis les années 1970. On pourrait même se demander si ces mariages mixtes et autres avantages sociaux n'auraient pas davantage d'impacts pour les immigrants que pour la population locale. Le manque de femmes en Chine pousse davantage les hommes à migrer que les femmes. C'est donc avant tout des hommes de l'ethnie Han qui profiterait de cette politique pour se marier à des femmes au Xinjiang.

Ces différentes politiques liées au travail, au tourisme et à la sphère privée intensifient aussi les disparités sociales et économiques au Xinjiang.

b) Conséquences socio-économiques

Bien que les politiques menées semblent n'apporter que du bénéfice d'un point de vue extérieur, elles se heurtent à des réalités socio-économiques importantes. La sinisation du Xinjiang par l'afflux de touristes et de migrants venant de l'Est n'a pas permis de cohésion ethnique. Au

¹⁹ Meyer, E. « China Offers Work Placements And Mixed Marriage Incentives As Solutions For Its Xinjiang Problems », Forbes Asia, novembre 2014, <https://www.forbes.com/sites/ericmeyer/2014/11/13/chinas-newest-recipes-for-solving-its-xinjiang-problem-work-placements-and-mixed-marriage-incentives/#450021385098>

²⁰ Grangereau, P. « Des mariages mixtes rémunérés pour faire taire les Ouïghours », Libération, septembre 2014, https://www.liberation.fr/planete/2014/09/03/des-mariages-mixtes-remunerer-pour-faire-taire-les-ouighours_1093171

contraire, les migrants s'installant sur le territoire font partie des Hans entrepreneurs, ayant les moyens de se réinstaller dans une autre région. Les Ouïgours, quant à eux, restent souvent cantonnés à leurs terres et fermes ou à leurs petits commerces locaux et souvent familiaux. La croissance économique de la région est indéniablement liée à l'immigration de Hans, mais elle ne permet pas d'intégrer ou de faire disparaître les groupes sociaux déjà existants. De plus, la croissance économique est principalement produite par les nouveaux arrivants.

Les nouvelles entreprises tenues par des Hans se voient avant tout embaucher d'autres Hans. Il est, selon eux, plus légitime de se fier à une migration de population urbaine plutôt que d'embaucher une population rurale peu formée. Le marché du travail laisse donc aux Ouïgours, des postes à caractère ouvrier (travail de chantier, agriculture, exploitation de ressources minières etc.).

Il est intéressant de noter que la politique Hukou a connu une réforme, permettant aux populations issues de foyers d'agriculteurs ou d'ouvriers ruraux de se déplacer vers les villes en 2016. Pour rappel, cette politique avait pour objectif de contrôler les migrations et affecter la population adéquate à un marché du travail en déficit dans certaines régions. Même si cette réforme a pour but de stabiliser et rééquilibrer le territoire en permettant aux populations défavorisées d'accéder à de meilleures opportunités, elle souligne pourtant les inégalités existantes en Chine. Dans le cas du Xinjiang, elle insiste sur le sentiment que les Hans s'emparent du territoire et des richesses à la place des Ouïgours²¹. De plus, la richesse apportée par les Hans dans la région rend le coût de la vie dans les grandes villes du Xinjiang trop cher pour les locaux. À Kashgar, la rénovation des vieilles maisons est présentée comme financée par l'État, or dans les faits, le financement de l'État ne comprend que la restauration stricto sensu, sans comprendre les éventuelles modifications dans l'acheminement de l'électricité ou encore l'ameublement. Si les Ouïgours résidents n'ont pas les moyens de payer ces nouveaux aménagements, ils se voient contraints de déménager, souvent dans le sud de la région, qui reste principalement rural. L'aménagement des villes du nord de la région comme Urumqi, Khargos et Kashgar entraîne le départ des populations originaires du Xinjiang, laissant leur place aux nouveaux arrivants.

²¹ "China's drive to settle new wave of migrants in restive Xinjiang", AFP, South China Morning Post, mai 2015, <https://www.scmp.com/news/china/society/article/1789160/chinas-drive-settle-new-wave-migrants-restive-xinjiang>

Les Ouïgours se sentent « dépossédés » de leur territoire, voyant de nombreuses politiques s’y appliquer, sans pourtant avoir été consultés. Il est important de comprendre que le Xinjiang se trouve à la fois au centre du projet de l’ICR, mais se heurte également à la volonté de puissance nationale, qui demande une homogénéisation culturelle.

B. Politique de puissance et réveil nationaliste chinois

Les conséquences socio-économiques et le sentiment de déprivation de leur propre territoire sont un puissant facteur d’animosité entre les Ouïgours et le gouvernement, sans compter les répressions culturelle et religieuse s’y ajoutant. Les organisations internationales tentent d’apporter une distinction entre terrorisme et revendications politiques mais subissent le discrédit de la Chine. On a étudié l’impact de l’ICR dans la modification du territoire du Xinjiang, du tourisme et de la sinisation (immigration). Pour ce premier point, c’est en partie pour sa géographie et sa géologie que le Xinjiang a été visé. Concernant la politique chinoise et ses ambitions, on se rend compte que le Xinjiang ne s’inscrit pas uniquement dans l’achèvement de l’ICR, mais dans un projet de restructuration globale de la Chine. Les Ouïgours sont donc un peuple au centre de la politique étrangère chinoise, et de la politique intérieure de la « Nouvelle Ère chinoise » de Xi Jinping.

1. La « Nouvelle Ère chinoise »

a) *Discours politique et propagande*

En 2017, à l’occasion du 19^{ème} Congrès National du Parti Communiste Chinois, le président Xi Jinping aborde plusieurs points sur lesquels il souhaiterait apporter des changements, notamment la question de la sécurité intérieure et le début de la « Nouvelle Ère chinoise »²². Parallèlement au développement de l’ICR, qui a permis le développement d’aménagements et l’élaboration de partenariats commerciaux, cette Nouvelle Ère prévoit encore d’autres changements structurels au sein de la Chine, le Xinjiang étant l’une des régions les plus ciblées. Marco Respinti cite le Global Times, média international du Parti Communiste Chinois, que « la Chine prévoit de mobiliser plus de 10 millions de jeunes bénévoles pour aider à promouvoir le développement culturel, technologique et médical dans les zones rurales d’ici 2020 ». Pour cet objectif, la Chine prévoit de débloquer 400 milliards de yuans à la Banque de développement de la Chine, soit 51 milliards

²² Buckley, C; Bradsher, K. “Xi Jinping’s Marathon Speech : Five Takeaways”, The New York Times, octobre 2017, <https://www.nytimes.com/2017/10/18/world/asia/china-xi-jinping-party-congress.html>

d'euros.²³ Ce sont tout d'abord les provinces de l'Ouest de la Chine qui en profiteront, incluant le Xinjiang mais aussi Gansu, Sichuan et le Tibet.

Cette mesure s'inscrit également dans la volonté de « civiliser » la Chine en faisant table rase de son passé. Selon Mao, repris par Xi Jinping, une population « civilisée » est supérieure à une civilisation « non civilisée », basée sur des coutumes et habitudes de la Chine traditionnelle. Mao considérait les éléments culturels et les traditions religieuses comme un danger pour la puissance chinoise, qui est une idée reprise par le président actuel. Le peuple chinois doit non seulement se siniser, mais cela implique la suprématie d'une seule ethnie, celle des Hans. Ce serait donc le début du *Wenming* (« nouvel ordre chinois »)²⁴.

Du fait des ambitions nationales, la religion musulmane au Xinjiang devient l'une des premières préoccupations, à cause des mouvements séparatistes mais surtout pour le rôle de la région dans le projet de l'ICR. Les politiques concernant la pratique religieuse se sont enrichies et rigidifiées depuis 2014. L'entrée des mosquées est limitée à des horaires précis et interdite aux enfants et adolescents de moins de 18 ans. Le port du voile a également été interdit dans certaines zones, notamment les villes les plus sinisées et plus au Nord comme Urumqi. La volonté de faire primer le sentiment patriotique sur l'appartenance religieuse implique des modifications des façades des mosquées et de leurs entrées en étant décorées par des drapeaux de la République Populaire de Chine. De nombreuses expressions arabes sont également interdites.

La propagande a pris une place importante concernant le rejet de la religion musulmane. A côté des mosquées de Kashgar, de nombreuses peintures sont destinées à discerner les bons comportements des mauvais. Toujours près des mosquées, des peintures représentant des actes terroristes, ou encore des peintures suggérant le port néfaste du voile ont été ajoutées. D'une manière générale, les « bons chinois » sont représentés en couleurs chatoyantes, et les « mauvais chinois », caractérisés par des signes religieux comme le voile, sont représentés en noir.²⁵

La « Pensée de Xi Jinping » est désormais enseignée dans les écoles, destinée à mener la Chine vers « un avenir radieux ». Le nouveau dogme serait ajouté à tous les manuels scolaires. L'institut de la pensée de Xi Jinping permettrait également aux adultes d'apprendre les détails de cette politique.

²³ Tiessen, P. « Éliminer la pauvreté en Chine : un objectif réaliste ? », ID4D, juillet 2018, <https://ideas4development.org/pauvrete-chine/>

²⁴ Respinti, M. « Bienvenue dans la nouvelle ère du socialisme version han », Bitter Winter, avril 2019, <https://fr.bitterwinter.org/bienvenue-dans-la-nouvelle-ere-du-socialisme-version-han/>

²⁵ Annexe 4

Outre la propagande et le culte de la personnalité, la politique de suppression du « fantôme » de la pauvreté affiche un franc succès dans plusieurs régions. Ces progrès se font néanmoins aux dépens de la Chine traditionnelle. Xi Jinping est convaincu que ce développement ne peut pas aller de pair avec la diversité ethnique et confessionnelle en Chine. Le programme politique du président incluait également un nettoyage de la classe politique, qui rend le pouvoir chinois plus centralisé autour de Xi. Ce sont 1,5 millions de cadres du parti qui ont été retirés pour éviter la corruption mais ce sont également tous les rivaux (réels ou éventuels) du leader qui ont été évincés.²⁶ En mars 2018, la Constitution se modifie et permet au président une plus longue longévité au pouvoir. Entre arrestations, censure et autorité publique, le président semble de plus en plus difficile à contester. La revendication des intérêts ouïgours devient de plus en plus vaine, face à un gouvernement et un peuple de plus en plus nationaliste.

b) Les Ouïgours dans les organisations et dans la « Nouvelle Ère chinoise »

Les comportements violents et séparatistes sont sûrement intensifiés par les aménagements non consentis du territoire, qui amènent les populations locales à se réadapter à leur propre environnement. Bien que l'intégration de la région du Xinjiang date de 1949, l'épisode d'intégration sociale a longtemps été négligé. Le manque de reconnaissance des Ouïgours sur le sol chinois n'est pas récent et s'intensifie. En 2009 déjà, le meurtre de deux migrants dans une entreprise de fabrication de jouets à Shaoguan par des Hans, avait engendré une manifestation pacifique. Réunissant tout d'abord mille manifestants pour l'ouverture d'une enquête, l'inaction de l'État chinois a fortement déplu. À la suite des violences perpétrées, le gouvernement a qualifié la manifestation comme animée par une volonté séparatiste, dirigée par le président de l'Association Ouïgoure aux États-Unis. Le manque de preuves de la part du gouvernement a permis aux associations internationales (Human Rights Watch) de qualifier ces agissements comme conséquence de la politique discriminatoire envers les Ouïgours.²⁷

Les ONG pour la représentation des intérêts du peuple Ouïghour comme le Congrès Mondial des Ouïghours permettent de soulever les questions de droits de l'Homme à l'international, mais sur le sol chinois, elles restent pourtant incapables d'agir. En 2003, le Congrès est ajouté

²⁶ Defranoux, L. "Xi Jinping, l'enfant humilié devenu maître du monde", Libération, décembre 2018, https://www.liberation.fr/planete/2018/12/13/xi-jinping-l-enfant-humilie-devenu-maitre-du-monde_1697488

²⁷ Rayila, M. « The Pain of a Nation : The Invisibility of Uyghurs in China Proper », The Equal Rights Revue, vol. 6, 2011

à la liste d'organisations terroristes, dont la présidente Rebiya Kadeer est accusée d'être la chef. Les autres organisations défendant les intérêts ouïgours concernent les individus exilés en dehors du territoire chinois. Le 20 août 2018, la Chine nie les accusations de l'Organisation des Nations Unies (ONU) concernant les camps de concentration. Hu Lianhe, fonctionnaire supervisant les politiques ethniques au Xinjiang, affirme qu'il n'y a ni torture, ni arrestation, ni disparition de personnes rapatriées.²⁸ Pour le nouvel an déjà, le président souhaitait ses vœux « à toutes les ethnies de la Chine, aux compatriotes de la région administrative spéciale de Hong Kong, [aux compatriotes de Taïwan] ». Un message qui a été diffusé chez les ménages chinois et qui permet donc de garder un voile sur la politique de répression ethnique et sur les relations avec Taiwan. Ce message montre encore une fois l'écart existant entre l'information connue du peuple, des faits.

La propagande qui sévit en Chine accompagnée par les succès économiques dans les classes défavorisées chinoises dissuadent toute action en faveur des Ouïgours. Le peuple chinois défavorisé considère la politique de Xi Jinping très avantageuse et tournée vers le peuple. Face à cette majorité satisfaite, les Ouïgours semblent être le prix à payer pour poursuivre le chemin vers une Chine plus prospère.

2. Politique martiale et budget pour la sécurité intérieure

Malgré les affirmations chinoises visant à dénigrer les affirmations des organisations internationales, les faits concernant la répression du peuple ouïgour sont nombreux. Outre la politique de Xi Jinping, le Wenming et la Nouvelle Ère Chinoise, qui parlent d'elles-mêmes sur la répression des ethnies minoritaires en Chine, d'autres preuves montrent la situation du Xinjiang. La hausse du budget de sécurité intérieure, les témoignages et les disparitions de proches contredisent les affirmations des officiels chinois.

a) *Autorité publique dans la région*

Pour mener à bien les politiques de Xi Jinping concernant la « hanisation » de la Chine et de la région du Xinjiang, ainsi que pour limiter les révoltes, un effort colossal a été fait dans le secteur de la sécurité nationale. Que ce soit au niveau du budget accordé ou à la création de nouveaux

²⁸ « ONG et ONU dénoncent les camps d'internement pour Ouïgours en Chine », France 24, août 2018, <https://www.france24.com/fr/20180817-chine-xinjiang-onu-ong-alarme-ouighours-camps-internement>

postes pour l'autorité publique, il semblerait que la Chine ne soit pas tout à fait honnête quand elle nie l'oppression ethnique dont les Ouïgours sont sujets.

Au niveau du budget de la sécurité nationale, comme mentionné pendant le discours lors du 19^{ème} Congrès National du Parti Communiste Chinois, il était clair que le président souhaitait augmenter les investissements accordés à ce secteur. Les chiffres officiels concernant les dépenses dans le secteur militaire semblent valides, mais les chercheurs s'accordent pour contester les chiffres officiels donnés par la Chine pour les dépenses de sécurité intérieure, étant donné qu'ils seraient largement sous évalués. Selon les estimations faites pour ces dépenses intérieures, le Tibet est en pole position mais le Xinjiang le suit de près. Rien qu'entre 2016 et 2017, les dépenses en sécurité en Renminbi (RMB) par personne représentait environ 1200 et 2250 RMB. Le Xinjiang est la région qui connaît la plus grande augmentation des dépenses publiques en sécurité. Le Tibet en bénéficie encore davantage mais l'augmentation en un an est minimale (2900 RMB en 2016 à 3100 RMB en 2017).²⁹

Les changements issus de cette hausse du budget comprennent une augmentation de la quantité de postes de forces de l'ordre, le développement d'applications de surveillance, l'ouverture de nouveaux points de contrôle, l'installation de caméras de surveillance etc.

Pour les métiers du maintien de l'ordre il faut compter 100 000 nouveaux postes selon le professeur Adrian Zenz.³⁰³¹ Selon le témoignage d'un ancien policier de l'ethnie Ouïgoure (M. Baimurat), il est courant que ces policiers soient issus de minorités. Leur position sociale comparée au salaire proposé pour ces nouveaux postes laisse souvent peu de choix aux candidats. De ce fait, ils sont à la fois perçus comme des traîtres par leur communauté mais sont également susceptible d'être jugé comme traîtres pour le parti car eux-mêmes hautement surveillés.³² Il est en plus assez difficile de connaître la pression exercée par les employeurs en cas de refus. Il serait en effet possible qu'il faille choisir entre surveiller ou être interné pour être surveillé à son tour. Les nouveaux surveillants sont alors perçus comme des traîtres par les leurs, ce qui contribue à la désintégration des groupes et des communautés.

²⁹ Annexe 5

³⁰Feng, E. "Security Spending ramped up in China's restive Xinjiang region", Financial Times, march 2018, <https://www.ft.com/content/aa4465aa-2349-11e8-ae48-60d3531b7d11>

³¹ Annexe 6

³² Ramzy, A. "He Needed a Job. China Gave him one : Locking up his Fellow Muslims", The New York Times, mars 2019, <https://www.nytimes.com/2019/03/02/world/asia/china-muslim-detention-ughur-kazakh.html>

Il est important de noter que le Xinjiang représente également un test de grande ampleur pour développer les systèmes de surveillance en Chine. Déjà Beijing bénéficie de systèmes de reconnaissance faciale, mais les systèmes implantés dans la région de l'Ouest comprennent les accès aux soins, médicaments, forfait de téléphone et autres services nécessaires aux habitants. Il a été estimé que l'ensemble des systèmes de surveillance en Chine égalait le système de surveillance au Xinjiang pour 100 000 personnes³³. Le dirigeant Jiang Jun de la société CloudWalk Technology, le fournisseur d'algorithmes de reconnaissance faciale, a confirmé que la région était la plus surveillée du monde. Par exemple pour l'accès à l'eau potable et la recharge téléphone, il faut s'adresser aux postes de police. Ils sont notés selon leur comportement, s'ils sont catalogués comme « problématiques », ils se voient retirer le droit d'accéder à certains services, et se voir également socialement rétrogradé. En mai 2018, de nombreux Ouïghours possédant un passeport, ont été convoqués aux postes de police pour enregistrer leurs voix, prendre leur portrait à 380° et enfin leur prélever un échantillon d'ADN. Les plus dangereux dans l'exercice du pouvoir du parti se voient être enfermés dans des camps de « rééducation », dont la Chine nie l'existence. Elle insiste maintenant sur la bonne volonté des pensionnaires y séjournant et leur propre volonté d'intégrer ces camps. Dans le cas de Tahir Hamut, un réalisateur de films Ouïghours, le risque de se voir arrêté avec sa famille était conséquent. Accusé d'avoir transporté des documents à l'encontre du gouvernement, son passeport lui a été retiré pour éviter de voyager sur le territoire et migrer dans un autre État. Il a cependant réussi à quitter le territoire pour la Virginie avec sa famille en versant 9000 dollars à différents fonctionnaires pour récupérer les papiers confisqués. Une solution malheureusement impossible pour la majorité des Ouïghours étant donné leur situation précaire.

b) Les camps de rééducation

La Chine continue sur sa lancée politique et a compris qu'elle avait besoin de lever le voile sur ce qui se passe « réellement » au Xinjiang. Plusieurs diplomates de différents États ont donc été invités à faire une visite d'un des camps. Ils ont été agréablement accueillis par une chorégraphie, dansée sur la célèbre chanson « If You're Happy and You Know It, Clap Your Hands ». Le guide leur avait indiqué qu'il s'agissait d'étudiants bénéficiant de logements gratuits, de cours gratuits et de leçons pour apprendre la langue chinoise. Cette jovialité a

³³ Chin, J ; Bürge, C. « Twelve Days in Xinjiang : How China's Surveillance State Overwhelms Daily Life », The Wall Street Journal, Courrier International, janvier 2018, <https://www.courrierinternational.com/article/chine-comment-le-xinjiang-est-devenu-le-laboratoire-high-tech-du-controle-social>

pourtant du mal à expliquer les fils barbelés entourant les camps³⁴, les achats d'armes d'appoint, les supports scolaires pour l'endoctrinement politique, les conditions rudes des pensionnaires et enfin les nombreux cas de torture. C'est le cas de Abel Amantay qui a été interné dans le centre de « rééducation » de la préfecture de Bortala. Son père a enfin eu l'autorisation de visiter son fils dans le camp où il y a appris qu'il travaille dans l'usine de textile, où il gagne 95 dollars par mois. Le pensionnaire a désormais le droit d'appeler sa femme deux fois par mois grâce à sa bonne conduite. Celle-ci indique que son mari présente de nombreux signes de perte de mémoire (oubli de l'âge, prénom de ses enfants par exemple). D'autres pratiques ressortent selon les témoignages d'anciens détenus comme Kairat Samarkan : « j'ai été obligé de rester debout pendant douze heures. J'ai complètement perdu ma volonté j'ai obéi à tous leurs ordres après ça ».³⁵

Les cas de proches laissés sans aucune nouvelle sont aussi très courants. Toutes les communications sont contrôlées. « Il n'arrêtait pas de dire que c'était des choses dont il ne pouvait pas parler parce qu'il y avait un policier derrière lui » confie Sara Zhienbai, une citoyenne du Kazakhstan dont le mari, Dakey Junishkan a été arrêté au Xinjiang. De nombreux autres témoignages évoquent le caractère forcé du travail accordé aux résidents dans des usines de fabrication de téléphone, de chaussures ou encore de jouets. Le mari d'une détenue confirme « ce n'est pas du travail volontaire. [...] Elle travaille dans une usine de textile et pendant son temps libre, elle apprend le mandarin et la propagande du parti. Les heures sont longues. »³⁶ Le travail en usine représente une « promotion », lorsque le pensionnaire a bien étudié et avait atteint un niveau de mandarin acceptable.

Bien que les officiels chinois insistent sur leur lutte pour la sécurité intérieure et le terrorisme, force est de constater que la rééducation implique un large pan de la population, incluant également des personnes âgées ou encore des intellectuels, qui ne sont en aucun cas impliqués dans des attentats terroristes. C'est le cas de la fille de Kaliasgar Nurbak, une étudiante de 25 ans et diplômée au Kazakhstan. Elle était retournée au Xinjiang pour travailler dans une agence marketing. Elle travaille maintenant dans une usine de textile. « Personne ne peut la contacter et elle n'est pas autorisée à rentrer à la maison. Elle est complètement seule » dit la mère.

³⁴ Annexe 7

³⁵ Amnesty International, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2018/09/china-up-to-one-million-detained/>

³⁶ Feng, E. « Forced Labor being used in China's re-education camps », Financial Times, December 2018, <https://www.ft.com/content/eb2239aa-fc4f-11e8-aebf-99e208d3e521>

Des images satellites montrent également l'agrandissement des camps près de Kashgar depuis 2016. Le défenseur des droits civiques et avocat Zhu Shengwu, spécule que la situation au Xinjiang devrait bientôt s'exporter sur le reste du territoire. De nombreux liens sont également faits entre les nouveaux camps d'éducation et les anciens laogaī de l'époque Maoïste à la différence qu'ils visent une seule ethnie et religion. Cependant comment prévoir que ces nouveaux camps d'éducation, au regard des ambitions de Nouvelle Ère Chinoise, resteront dans le cadre de la « civilisation de l'ethnie ouïgoure » ?

Avec les éléments présentés, on peut se demander pourquoi la communauté internationale tarde autant à agir. Le silence du monde arabo-musulman est également une source de questionnement. À la vue de l'ampleur de l'ICR pourtant, il est facile de comprendre les enjeux diplomatiques, stratégiques et économiques que soulève la Chine sur le continent eurasiatique.

II. Le silence de la communauté internationale et du monde arabo-musulman

Après étude des éléments précédents, on peut à la fois être indigné par la politique chinoise, tout comme on peut comprendre les intérêts qu'elle soulève à l'échelle nationale et internationale. Une alternative économique avec peu d'engagements politiques serait, en effet, une opportunité en or. Comme expliqué dans la première partie de cet exposé, les aménagements régionaux permettent une croissance significative pour les partenaires et pour les régions rurales chinoises. L'aspect économique ne devrait pourtant pas excuser les nombreuses infractions aux droits de l'Homme, qui semble être particulièrement mis de côté au Xinjiang et les régions qui freinent le projet de Nouvelle Ère chinoise. Comment expliquer que la répression de la religion musulmane au Xinjiang suscite aussi peu de réactions dans le monde arabo-musulman ? On peut aussi se demander si les États européens s'aligneraient davantage avec la Chine ou avec les accusations relatives à la violation des Droits de l'Homme émises par Washington.

A. Projets chinois dans les États du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

Une question peut facilement tarauder le lecteur curieux, qui se demanderait les raisons du silence du monde arabo-musulman. Les différentes organisations, accords, révoltes contre la suprématie occidentale auraient dû également se soulever pour le traitement des Ouïghours en Chine comme ils l'avaient fait pour la cause des Rohingyas en Birmanie. On se rend alors compte que la multitude de projets planifiés dans la région Moyen-Orient Afrique du Nord (MOAN), sont autant de raisons de reporter les dénonciations à l'égard des Ouïghours.

1. Développement du smart power chinois dans le monde arabo-musulman

Dans la première partie de ce travail, les aménagements à l'intérieur du territoire chinois, reliant les villes majeures aux provinces reculées, avaient été mentionnés. Dans cette partie il est question de la mise en place du smart power chinois grâce à une stratégie de partenariats stratégiques.

a) *Aménagements d'infrastructures chez les pays partenaires*

Il faut savoir que les relations entre la Chine et le Moyen-Orient ne sont pas uniquement le produit de la politique étrangère de Xi Jinping. Des routes majeures reliaient déjà les villes d'Asie

Orientale avec les capitales syrienne et iraquienne. Les liens entre la Chine et cette région ont été interrompus principalement à cause des conflits qui l'ont transformé en zone de tension entre les idéologies du bloc soviétique et américain.

Suite aux différents conflits ayant animé la région, notamment les différentes opérations interventionnistes américaines, la Chine est la plus à même à s'investir dans la région grâce à sa neutralité et son soutien. Par exemple, après les sanctions économiques appliquées à l'Iran de Rohani et le retrait de multiples entreprises de son marché (Total pour n'en citer qu'une), il était évident qu'un partenariat arrangerait les politiques des deux États. Pour le projet iranien South Pars (champ pétrolifère), dont l'exploitation a été compromise par les récentes sanctions, le groupe China National Petroleum Corp. achète 80,4% des parts. Ce projet vient s'ajouter à la ligne de grande vitesse reliant Téhéran et Ispahan en passant par Qom, pour laquelle la Chine contribuerait à 40%. Il faut savoir que l'Iran estime ses besoins d'investissements étrangers pour ses infrastructures à 14,5 milliards de dollars³⁷, auxquels la Chine compte bien participer.

Un autre partenariat se développe avec le Koweït. Un des premiers partenaires de la Chine pour l'ICR, il continue d'inviter la Chine à envoyer de plus en plus d'investisseurs au Koweït, inciter à l'ouverture des frontières entre les deux États et défendre la libéralisation du commerce. Le projet de l'ICR serait primordial pour l'achèvement du projet de Nouveau Koweït 2035 et de Cité de la Soie, consistant à transformer le Koweït en centre financier et commercial. Un projet d'envergure qui pourrait transformer le pays en centre touristique conséquent et représenter un réel atout pour tout investisseur souhaitant y prendre part, la Chine en grande partie.

Viennent les projets communs avec les Émirats Arabes Unis (EAU). Il faut savoir que la Chine est déjà le partenaire commercial principal des EAU. Comme en Iran, la grande compagnie pétrolière chinoise (China National Petroleum) souhaite acheter 10% des parts dans les champs pétrolifères situés à Abou Dhabi. Ce seront principalement des accords énergétiques entre les deux pays, avec en plus la construction d'un parc solaire pouvant produire 700 mégawatts à Dubaï.

Il faut également prendre en compte les enjeux économiques de ces coopérations. La Chine a davantage de chances d'appuyer sa politique dans les pays endettés ou fortement indexés au Yuan (ce qui est de plus en plus le cas sur le continent Africain). Il ne faut pourtant pas se tromper sur

³⁷ Onfray, M. « Les nouvelles routes de la soie au Moyen-Orient : un nouveau smart power chinois ? Iran, EAU, Egypte, Israël et bientôt Syrie », Observatoire NRS, novembre 2018, <https://observatoirenrs.com/2018/11/16/les-nouvelles-routes-de-la-soie-au-moyen-orient-un-smart-power-chinois-iran-eau-egypte-israel-et-bientot-syrie/>

les intentions de Xi Jinping. Le Président voit sur le long terme et projette le succès de l'ICR en enrichissant et en investissant dans les États clés de son initiative géopolitique. La Chine n'a donc aucun intérêt à faire pression pour le remboursement des dettes, et incite même à la collaboration en promettant une réduction des dettes. Il est également certain que la Chine prévoit que les bénéfices rapportés par l'ICR seront bien supérieurs aux dépenses engagées pour son développement. En 2017 par exemple, la Chine promet d'annuler sa dette avec le Cameroun afin d'apaiser les relations, on a cependant aucune connaissance des contreparties proposées. L'augmentation des investissements chinois fait de la Chine le plus gros créancier en Afrique, qui pourrait se traduire par une future pression politique et économique.

b) Mise en place des engagements politiques et économiques d'avenir

Les aménagements censés contribuer à la croissance économique et l'attraction des États du monde arabo-musulman ne constituent pas l'unique moteur de collaboration. Comme l'explique Joseph Nye, le soft power est la capacité pour un État, d'obtenir ce qu'il veut grâce à l'attractivité. Le hard power est la capacité d'obtenir en punissant et en imposant. Le smart power devient alors la combinaison de ces deux stratégies,³⁸ qui est l'élément central de la politique chinoise.

Au Moyen-Orient, le syndrome Hollandais (Dutch Disease) est fortement profitable à l'installation de l'influence durable chinoise dans la région. Ce phénomène économique traduit le surdéveloppement d'un secteur économique au détriment d'un autre. Dans le cas des pays membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, la spécialisation dans l'économie du pétrole laisse de grandes opportunités pour les investisseurs chinois afin de développer des secteurs délaissés. Un marché extrêmement avantageux étant donné que la technologie reste un domaine négligé en Orient qui se spécialise dans l'industrie du pétrole. Les pays comme l'Égypte, la Jordanie et la Syrie, qui ne sont pas des pays exportateurs de pétrole, doivent également essayer d'attirer les investisseurs chinois en leur offrant des opportunités pour la technologie notamment. En 2018, la Chine a investi plus de 325 millions de dollars en Israël, contre 308 millions de dollars en 2017 pour les projets liés à la technologie et internet. On se rend rapidement compte de l'économie tentaculaire de la Chine dans la région du MOAN. Non seulement la Chine est un important importateur de pétrole, mais ses entreprises nationales (China National Petroleum Corp.)

³⁸Nye, J. « Get smart, combining hard power and soft power », Foreign Affairs, aout 2009, <https://www.foreignaffairs.com/articles/2009-07-01/get-smart>

sont également présentes dans les pays exportateurs de pétrole. Il y a donc peu de chances de douter de la nouvelle importance grandissante de la Chine dans les économies de ces nouveaux partenaires économiques.

Au-delà du secteur privé et de l'industrie, la Chine venait d'inaugurer sa première base militaire à l'étranger, à Djibouti. Un emplacement stratégique à l'entrée de l'Afrique, et cruciale pour les voies maritimes³⁹. Le projet de l'ICR la pousse à vouloir sécuriser les pays partenaires. C'est également un moyen de montrer son influence sur le continent en concurrençant les autres bases. En 2018, la Chine commence la construction de sa première base d'entraînement en Afghanistan, dans le corridor du Wakhan, à la frontière du Pakistan, du Tadjikistan et du Xinjiang, afin de contrer le terrorisme.⁴⁰ A l'heure actuelle, les futurs projets de construction de bases militaires sont encore inconnus. La Chine ne souhaite pas remplacer la présence militaire des États-Unis dans le monde. La notion de smart power explique d'ailleurs cette politique : en déployant les relations diplomatiques par la coopération et le commerce, la Chine pourra drastiquement réduire ses dépenses militaires⁴¹, des économies qui lui permettraient d'investir dans l'aménagement des territoires et autres investissements qui contribueront à resserrer les liens entre la Chine et le reste du monde. Le mot d'ordre pour la Chine est donc la sécurité. Une première affirmation qui peut être observée dans son comportement au Xinjiang mais aussi dans sa politique étrangère. Elle doit assurer le succès et l'achèvement de l'ICR, sur laquelle tous ses espoirs de puissance et de renaissance reposent. Bien que son but premier ne soit pas l'expansion militaire, il est tout de même possible de la voir intervenir pour la médiation des conflits, entre l'Inde et le Pakistan notamment. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Lu Kang insistait, en mars 2019, sur l'importance de la coexistence pacifique de ces deux États pour leur propre stabilité et la stabilité de la région. Toujours en tant que médiateur et « gardien de la paix continental », la Chine avait envoyé le ministre de la défense nationale Wei Fenghe rencontrer le roi d'Arabie Saoudite Salmane ben Abdelaziz Al Saoud pour évoquer les futures relations entre les deux États. Le dirigeant saoudien avait alors déclaré : « L'Arabie saoudite compte renforcer la coopération économique bilatérale, les échanges de personnel et la coopération militaire, afin de promouvoir conjointement la paix et la stabilité dans la région ».

³⁹ Annexe 8

⁴⁰ « La Chine déploierait sa première base militaire en Afghanistan » Sputnik News, septembre 2018, <https://fr.sputniknews.com/international/201808291037855166-chine-base-afghanistan/>

⁴¹ Pale, S. « les premières bases militaires chinoises à l'étranger : où s'installeront-elles ? », Le Saker Francophone, septembre 2018, <https://lesakerfrancophone.fr/les-premieres-bases-militaires-chinoises-a-letranger-ou-sinstalleront-elles>

On remarque également une importante augmentation des investissements au Moyen-Orient malgré les conflits déstabilisant les États concernés, comme la Syrie. Les États Occidentaux sont réticents à investir en Syrie, étant donné qu'ils ne soutiennent pas le gouvernement actuellement en place. Cependant la reconstruction de la Syrie présente une opportunité en or pour la Chine et ses entreprises. Tout comme l'accueil qui leur était réservé en Iraq, les entreprises chinoises sont bienvenues et Bachar el-Assad considère la Chine comme un « pays ami ». Xi Jinping prévoit donc des investissements massifs à la direction de ces deux États. Cependant, les investissements attendront certainement l'apaisement des conflits, vu les sommes estimées pour la reconstruction.

2. « Trahison » des Ouïghours par le monde arabo-musulman

En prenant en considération l'intensification des relations entre la Chine et la région du MOAN, la prise en compte des droits de la population Ouïgoure devient mineure pour tous les partis de l'ICR. Ce silence de la communauté arabo-musulmane implique la prise de parole de la communauté Ouïgoure, indépendamment de la volonté des États.

a) *Négociations entre la Chine et le monde arabo-musulman*

Lors de son discours pour la cérémonie d'ouverture de la huitième réunion ministérielle du Forum de coopération Chine-États arabes, Xi Jinping a mentionné un « partenariat stratégique de coopération globale et de développement commun orienté vers l'avenir »⁴², qui a pour particularité d'énormément bénéficier aux pays du MOAN.

Tout d'abord, pour comprendre le silence du monde musulman, il faut voir les différentes négociations avec les organisations musulmanes et les accords signés entre les États. Il faut également comprendre les régimes politiques composant l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI). Beaucoup sont des dictatures qui sont également dénoncées par les organisations humanitaires et les Nations Unies pour enfreinte aux droits de l'Homme. Il serait donc ironique pour l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Égypte ou encore le Maroc de dénoncer des arrestations arbitraires en Chine, alors qu'ils utilisent les mêmes procédés pour des manifestants pacifiques ou des journalistes dénonçant les pouvoirs en place notamment. De plus, l'OCI a avoué soutenir la Chine

⁴²« La Chine et les pays arabes conviennent de forger un partenariat stratégique », Xinhua, juillet 2017, http://french.xinhuanet.com/2018-07/11/c_137316570.htm

pour « le bon traitement » qu'elle accorde aux musulmans. Lors de la rencontre à Riyad entre Xi Jinping et le secrétaire général de l'OCI Ayed Ameen Madani en janvier 2016, ce dernier a soutenu les mesures anti-terroristes chinoises, qu'il a encouragé. Il a d'ailleurs insisté sur l'importance de bonnes relations avec la Chine, qui jouera un rôle important dans l'économie des membres de l'OCI, incitant à poursuivre des relations solides avec tous les membres de l'organisation. Il faut savoir que l'OCI est particulièrement attentive aux cas d'islamophobie en Europe, ce qui rend son silence pour les Ouïghours d'autant plus étonnant.

Le Pakistan, pays à majorité musulmane à la frontière de la Chine, avait commencé par montrer son désaccord vis-à-vis du traitement des Ouïghours au Xinjiang en 2018. Cependant la prospection économique et la négociation d'accords bilatéraux ne pouvaient évidemment pas se faire sans conditions. Au Pakistan, à la frontière avec le Xinjiang, de nombreux Ouïghours avaient fui le gouvernement chinois lorsqu'ils avaient eu la connaissance des politiques répressives chinoises et des inégalités qui divisaient déjà la population (depuis les années 2000 et plus particulièrement à partir de 2007). En 2013 le projet de Corridor Économique Chine-Pakistan (CEPC) a été instauré, et a contribué à resserrer les liens entre les deux pays partenaires. Un investissement de 62 milliards de dollars par le gouvernement chinois. Le CEPC a permis à la Chine de devenir le plus gros investisseur au Pakistan, avec un prêt de 5,9 milliards de dollars pour le Pakistan, remboursable sur le long très long terme, soit quand le Pakistan aura déjà bénéficié des avantages du CEPC.⁴³ Il passerait d'un État peu favorables aux investissements à un État très attractif, notamment pour l'Arabie Saoudite, qui a déjà investi 10 milliards pour la raffinerie de pétrole de Gwadar. On peut alors comprendre que les affirmations de la Chine concernant un terrorisme au Xinjiang partiellement dû aux Ouïghours du Pakistan ont inquiété le Premier Ministre Imran Khan. C'est donc sans surprise que le Pakistan s'est aligné avec la Chine quand celle-ci l'a invité à contrôler cette population. Grâce aux projet économiques régionaux, la Chine a réussi à rallier un pays particulièrement vigilant sur le respect des droits des musulmans. En effet, le Pakistan s'est montré particulièrement engagé concernant la situation des Rohingyas et avait également soutenu le leader Tchétchène Zelimkhan Yandrabiyeu malgré la position russe. Il avait également soutenu la population musulmane bosniaque lors du conflit en Bosnie-Herzégovine⁴⁴, les musulmans de Palestine et de Syrie. Les Ouïghours du Pakistan sont indirectement obligés à

⁴³Masood, Y. « China Economic Corridor is debt reliever for Pakistan », The Telegraph, avril 2019, <https://www.telegraph.co.uk/china-watch/business/cpec-not-debt-trap-pakistan/>

⁴⁴Goodge, H. « Why won't Imran Khan won't stand up for the blighted Uyghurs ? », The Article, décembre 2018, <https://www.thearticle.com/why-wont-imran-khan-stand-up-for-the-blighted-uyghurs/>

faire profil bas et se taire quant à la situation des Ouïghours au Pakistan comme témoigne Abdul Rehman. Il serait donc possible que la lumière sur la réelle implication du Pakistan dans les internements de Ouïghours au Xinjiang arrive que dans quelques années, une fois que la parole sera libérée. Actuellement, les Ouïghours du Pakistan cachent leurs vrais noms. Ceux dont l'identité est découverte sont généralement amenés dans des « lieux de détention clandestin », où ils sont généralement détenus quelques jours, et soumis à des questions concernant leur opinion concernant le CEPC.⁴⁵

L'Arabie Saoudite déclare soutenir et comprendre les « mesures antiterroristes afin de préserver la sécurité nationale. »⁴⁶ Bien que la Chine n'ait pas de pouvoir concernant l'arrestation de Ouïghours sur d'autres territoires ni demander leur déportation au Xinjiang pour pouvoir les interner, il est tout de même possible pour la Chine d'avoir accès aux données des anciens Ouïghours expatriés revenant dans leur pays d'origine pour revoir leur famille ou pour d'autres opportunités économiques, se font arrêter sur le territoire chinois et disparaissent ainsi. C'était le cas de Kaliasgar Nurbak, la jeune diplômée évoquée un peu plus tôt, ou encore le cas de neufs jeunes arrêtés à la frontière mongolienne lorsqu'ils avaient tenté de quitter le territoire chinois.⁴⁷ Cependant, ignorer la situation des Ouïghours aujourd'hui devient de plus en plus difficile et contestable sur la scène internationale du fait de la prise de parole à travers le monde.

b) Prise de parole de la communauté ouïgoure à l'international

Malgré ces accords officiels entre la Chine et l'OCI, la Chine est incapable de contrôler toutes les prises de parole de la communauté Ouïgoure à travers le monde. Après les témoignages des anciens détenus, les cas de membres de famille disparus, il est de plus en plus difficile de maintenir la colère de cette communauté. La Turquie a longtemps été discrète sur la situation des Ouïghours d'où l'étonnement général lorsqu'elle s'en ai inquiété. Pendant un temps, les relations tendues qu'elle entretenait avec l'Union Européenne du fait de son refus de l'intégrer et la crise de 2018 avec les États-Unis avait considérablement rapproché la Turquie de l'Est et donc de la Chine. Cependant, le 9 février 2019, la tendance change et la Turquie est le seul pays eurasiatique

⁴⁵Liuhto, M. « China is after us : Uighurs in Pakistan report intimidation », Al Jazeera, janvier 2019, <https://www.aljazeera.com/indepth/features/pakistan-uighurs-report-intimidation-lament-china-ties-190113223009841.html>

⁴⁶« le président chinois rencontre le prince héritier saoudien », février 2019, Xinhua, http://french.xinhuanet.com/2019-02/23/c_137844488.htm

⁴⁷« China Issues Arrest Warrant For Nine Uyghurs Near Mongolian Border », Radio Free Asia, mai 2015, <https://www.rfa.org/english/news/warrant-05082015143010.html>

musulman à se dresser contre la Chine. Les deux autres pays à majorité musulmane à dénoncer les agissements chinois étant la Malaisie et l'Indonésie. Une prise de position étonnante, sachant que la Turquie entretient des relations commerciales intéressantes avec la Chine grâce à l'ICR. Xi Jinping aurait également été à l'origine de l'arrestation d'une figure forte de la culture turque mais également ouïgoure, le chanteur Abdurehim Heyit. Les autorités turques et Washington avaient soupçonné son décès, ce qui avait fortement soulevé la diaspora ouïgoure en Turquie. La Chine avait donné une preuve qu'il était encore en vie mais cette vidéo a fait écho aux autres preuves d'intellectuels forcés de livrer des témoignages de leur santé, souvent identiques qui alertent la population.

Le Kazakhstan ne s'est pas opposé à la répression des Ouïghours et des Kazakhs dans les camps de rééducation du Xinjiang. Mais cette démarche du gouvernement kazakh ne fait certainement pas unanimité. En janvier 2019, des manifestations et des pétitions ont été organisées à Almaty, pour retrouver tous les membres disparus. Bien sûr il existe des associations dédiées à la situation des Ouïghours au Kazakhstan mais leur simple existence représente un danger pour leurs dirigeants. Kakharman Kozhamberdi, conseiller spécial auprès du World Uyghur Congress se livre en admettant qu'il est impuissant au Kazakhstan.⁴⁸ Il a déjà paru trois fois à la cour administrative pour avoir créé le parti du Peuple d'Ouïghourstan et une autre fois pour avoir organisé une manifestation non autorisée pour la cause des disparus. On lui avait expliqué que le Kazakhstan entretenait de bonnes relations avec la Chine et que cela ne devait pas changer. Les Ouïghours du Kazakhstan sont « forcés à l'inactivité », sous-entendu, forcé de faire profil bas. Les journalistes relatant des faits et disparitions en Chine ne sont jamais publiés.

Avant 2017 et 2018, les communautés du Kirghizstan et de la République du Tatarstan en Russie étaient également bruyantes sur l'oppression ouïgoure mais ont également eu la bouche scellée. Face à la pression nationale à laquelle le gouvernement Kirghiz était soumis, le président Sooronbay Jeenbekov a répondu qu'ils étaient coincés par des devoirs diplomatiques qui les empêchaient d'agir sur le territoire chinois. De plus, les Ouïghours ayant fui le Xinjiang sont souvent restés chinois, ce qui empêche encore le gouvernement d'agir pour eux. Au Tatarstan, des manifestations légères et avec peu d'envergure sont également tenues. Cependant le rapprochement entre la Chine et la Russie ne devrait pas aider ces plaintes à se faire entendre.

⁴⁸Bunin, G.A. « The Uyghurs of Kazakhstan have been pressured into inactivity », Art of Life in Chinese Central Asia, traduit de l'interview de Azatyq, octobre 2018, <https://livingotherwise.com/2018/10/11/uyghurs-kazakhstan-pressured-inactivity/>

B. Actions sur la scène internationale

Les dénonciations de la part des membres de la communauté internationale auraient dû permettre de mettre un terme à cette crise humanitaire majeure, ou au moins permettre d'engager une opération spéciale de la part des Nations Unies. Cependant, on se rend compte que la structure même du Conseil de sécurité et de l'Organisation internationale empêche toute mesure à l'encontre de la Chine. Le cas du Xinjiang pourrait donc être l'élément déclencheur pour la révision du droit international et de la structure des Nations Unies.

1. Incapacité de justice et d'enquêtes

Il est important de noter que dans le cas de l'oppression des Ouïghours, le droit international a joué un rôle important en protégeant l'intégrité du territoire chinois, membre permanent du Conseil de Sécurité. Il est également important de s'intéresser aux conditions explicitées dans les accords bilatéraux entre la Chine et les partenaires de l'ICR.

a) Droit international et obstacles rencontrés par les Nations Unies

On pourrait se demander les raisons pour lesquelles les Nations Unies ont autant de mal à faire entendre les revendications de la communauté Ouïgoure. Comme dit précédemment, les accords officiels mais aussi le montant des bénéfices escomptés par le monde arabo-musulman est un acteur important dans le cas des droits des Ouïghours. Leur complicité donne l'impression que les Nations Unies et les associations pour la protection de leurs droits agissent presque à contre-courant.

Selon la résolution 60/251 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, chaque État membre est soumis tous les cinq ans à un Examen Périodique Universel (EPU), afin de contrôler le respect des droits de l'Homme par les États membres. Les États envoient des questions à l'État examiné, qui y répond dans un rapport. Dans le cas de la Chine, seuls la Grande Bretagne, l'Autriche, les États-Unis, la Suède, la Norvège, l'Allemagne, la Belgique, le Danemark et la Suisse ont explicitement mentionné le traitement des Ouïghours en Chine. Il est intéressant de constater qu'en 2018, malgré les dénonciations de la part de l'ONU, les témoignages ainsi que d'autres preuves comme des images satellites, le rapport rendu par la Chine ne puisse pas être davantage contesté. Dans le

rapport rendu par le groupe de travail de l'EPU de la Chine, cette dernière, dans sa réponse aux questions des États membres, met l'accent est uniquement mis sur les progrès économiques dans tout le pays à part le Xinjiang. Les objectifs cités par Xi Jinping pendant son discours lors du 19^{ème} Congrès National du Parti Communiste Chinois concernant la pauvreté et les aides sociales ont bien été mentionnées dans le rapport. Ces progrès ont permis à la Chine de faire bonne figure et montrer son implication dans les différents progrès en matière de droits de l'Homme. Ce rapport mentionne également l'implication du gouvernement chinois dans la « protection des droits de l'Homme dans plus de vingt pays et organisations »⁴⁹. Il est mentionné que 70% de la population est sortie de la pauvreté et que toutes les libertés de croyance et d'expression étaient protégées en accord avec la loi. Dans ce rapport, le Xinjiang n'est mentionné que dans le paragraphe 26 et insiste sur la bonne foi de la Chine et affirme qu'au lieu d'« opprimer cette population après qu'elle soit devenue terroriste et un danger pour les autres et pour la société, les institutions les ont aidés à réintégrer la société, plutôt que de devenir des terroristes durs ou des victimes du terrorisme ». Ce rapport amène a plusieurs recommandations de la part de l'Assemblée Générale, comme autoriser une entrée illimitée aux Nations Unies au Xinjiang afin que l'organisation puisse contrôler l'implantation des recommandations émises par le Comité pour l'Élimination des Discriminations raciales au Xinjiang, une transparence complète sur la vie dans les camps et éventuellement leur fermeture ou encore faciliter l'accès au Xinjiang pour toutes les procédures spéciales des Nations Unies. Malheureusement, il ne s'agit que de recommandations que le Conseil de Sécurité se réserve le droit de considérer ou non. La Chine étant un membre permanent du Conseil, il lui devient facile de défendre sa politique intérieure à l'ONU. Sur les 386 recommandations formulées, la Chine en a accepté 284 soit 82%⁵⁰, mais aucune concernant le Xinjiang n'a été prise en considération.

De plus, la Chine a demandé à l'ONU d'éviter toute ingérence dans ses affaires intérieures. Pour dissiper les soupçons, la Chine invite régulièrement des ambassadeurs sur le territoire, en prenant le soin de contourner le Xinjiang et éviter tout accès dans la région. Un bon moyen de concentrer l'attention sur les meilleurs aspects de la politique de « Nouvelle Ère chinoise » et de l'ICR en essayant de séduire de potentiels nouveaux partenaires, comme elle a réussi à séduire les États du

⁴⁹ Assemblée Générale des Nations Unies, *Rapport du groupe de travail sur l'Examen Périodique Universel de la Chine*, Conseil des Droits de l'Homme, A/HRC/40/6, mars 2019, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G18/446/59/PDF/G1844659.pdf?OpenElement>

⁵⁰ « China adopts recommendations on human rights in its international investments », Ambiente Sociedad, mars 2019, <https://www.ambienteysociedad.org.co/en/coica-succeeded-china-adopts-recommendations-on-human-rights-in-its-international-investments/>

MOAN. Les principaux obstacles pour la Chine désormais sont les quelques États cités plus hauts qui ont dénoncé les agissements du gouvernement à l'égard des Ouïghours. On peut donc spéculer de futures tentatives de rapprochement avec ces États-là.

b) Détails des accords bilatéraux entre la Chine et les partenaires de l'ICR

Un détail important en plus du droit international réside dans le contenu des accords signés entre la Chine et ses partenaires. Elle s'assure que ses futurs partenaires économiques ne représenteront pas un obstacle pour ses différentes politiques.

Lors de l'étude des accords signés entre la Chine et l'Australie notamment, on se rend compte que la Chine incorpore toujours une condition concernant la non-ingérence dans ses politiques intérieures et insinue un respect des procédés internes de chaque parti. Lorsqu'on se penche sur les discours de Xi Jinping et son insistance concernant la sécurité intérieure et de la Nouvelle Ère Chinoise, on conclut rapidement que Xi Jinping dissuade ses partenaires de se dresser contre lui. Dans le protocole d'entente (Memorandum of Understanding (MOU)) signé entre les deux États, cette condition est formulée dans le deuxième paragraphe du premier article⁵¹. Bien que ce protocole ne représente pas une contrainte juridique entre les deux États, l'enjeu des relations entre les deux partis est quand même mentionné. On retrouve une condition semblable dans le MOU avec l'Italie, où il est spécifié que « chaque parti doit assurer le succès du projet en accords avec leurs lois respectives »⁵², sous-entendu que les partis coopérant pour le projet de l'ICR ne devraient pas critiquer les politiques intérieures de la Chine. D'ailleurs, c'est bien ce qui ressort de l'étude du Rapport du groupe de travail sur l'Examen Périodique Universel de la Chine, paru en mars 2019, les États impliqués dans l'ICR reviennent finalement assez peu sur la teneur des camps du Xinjiang. L'Australie demande une transparence sur ces camps, qui a été en partie accordée étant donné que la Chine se prononce régulièrement sur ces camps même si cela n'est que pour démentir les accusations et les soupçons de la communauté internationale. Il faut tout de même noter que l'Australie est l'exception à la règle, tous les États ayant signé un MOU avec la Chine se sont faits assez discrets sur la situation au Xinjiang. Le gouvernement italien se prononce très peu, la

⁵¹ *Memorandum of Understanding between the Government of the State of Victoria of Australia and the National Development and Reform Commission of the People's Republic of China on Cooperation within the Framework of the Silk Road Economic Belt and the 21st Century Maritime Silk Road Initiative*, <https://www.vic.gov.au/sites/default/files/2019-02/Belt-and-Road-Initiative-MOU.pdf>

⁵² *Memorandum of Understanding between the Government of the Italian Republic and the Government of the People's Republic of China on Cooperation within the Framework of the Silk Road Economic Belt and the 21st Century Maritime Silk Road Initiative*, http://www.governo.it/sites/governo.it/files/Memorandum_Italia-Cina_EN.pdf

politique du gouvernement en place doit sûrement y être pour beaucoup. D'autres États comme le Maroc, l'Algérie⁵³ ne reviennent absolument pas sur le traitement des musulmans en Chine, et ils sont tous les deux signataires du protocole d'entente avec la Chine pour l'ICR.

L'inaction de la scène internationale et le caractère non obligatoire des recommandations émises par l'Assemblée Générale présentent un réel problème pour le règlement de la crise Ouïgoure. Il est également assez difficile d'y voir une solution pour les prochaines années.

2. Conséquences politiques et humanitaires des projets chinois

Les différents conflits d'intérêts entre l'ONU, les associations pour la protection des droits de l'Homme et des Ouïgours, contre la Chine et ses pays partenaires freinent indubitablement la résolution de cette crise humanitaire. L'ONU se retrouve confrontée à un risque d'éradication culturelle qui remet en question son pouvoir sur la scène internationale. Le Xinjiang et la population Ouïgoure soulèvent également un important dilemme : est-il bénéfique pour les pays partenaires de la Chine de se lever contre Xi Jinping, sachant qu'il apporterait stabilité et profits dans leurs pays ?

a) *Éradication culturelle ?*

Des souvenirs des plus mauvais jours de l'Histoire réapparaissent lorsqu'on apprend que la Chine détruit la culture des Ouïghours en interdisant la littérature propre à cette culture, tout comme l'Union Soviétique censurait les œuvres évoquant la bourgeoisie. La Chine ne veut pourtant pas les décimer en faisant un génocide ou un crime de masse, mais elle veut faire disparaître tout le passé de la Chine comprenant la culture ouïgoure. Des milliers de livres sont brûlés, des artistes et intellectuels sont arrêtés. La répression de la religion musulmane a déjà été évoquée et la dilution des ethnies sur le territoire a pris une envergure incroyable. On évoque la destruction de mosquées au bulldozer à Kashgar en mai 2019. Beaucoup de personnes âgées, de parents et transmetteurs de la culture Ouïgoure sont arrêtées et ne peuvent donc pas transmettre leur culture aux nouvelles générations. En ce qui concerne les expatriés, ils ont généralement peur de montrer leur appartenance à la communauté ouïgoure. L'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) a inscrit des pratiques ouïgoures traditionnelles dans la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Le

⁵³ "Cooperation Agreements and MoUs under the Belt and Road Initiative", Belt and Road Initiative, <https://www.beltroad-initiative.com/memorandum-of-understanding-belt-and-road-initiative/>

muqam du Xinjiang par exemple ne se transmet que de génération en génération. On ne peut pas reprocher aux jeunes de se désintéresser petit à petit des traditions de leurs ancêtres, mais ce processus est d'autant plus accéléré par la crainte d'appartenir à la communauté.

Cependant, les chercheurs montrent de l'espoir quant à la survie de leur culture. Bien qu'ils ne soient pas en sécurité en Chine, la communauté Ouïgoure à l'international continue de s'enrichir et de vivre. En Turquie par exemple, la culture ouïgoure commence à s'inscrire dans le patrimoine national, la diaspora est particulièrement active et fière de ses origines. D'autres ressortissants s'impliquent dans l'enrichissement de la culture et sa préservation en créant des plateformes (Uyghurism.com) afin d'entretenir le patrimoine. L'avenir de la culture Ouïgoure en Chine est incertain, étant donné qu'elle semble déterminée à la supprimer du territoire quel qu'en soit le prix, mais elle ne sera jamais totalement rayée de l'histoire et du patrimoine culturel mondial. Depuis les destructions culturelles perpétrées par l'État Islamique, toute atteinte au patrimoine culturel est considérée comme un crime de guerre. Cependant, les Nations Unies ne peuvent pas utiliser ce principe, qui avait été voté à l'unanimité au Conseil de Sécurité, parce qu'il reviendrait à reconnaître l'existence de l'État du Turkestan oriental et irait dans le sens du mouvement Islamique du Turkestan oriental. Le droit international ne prévoit pas de sanctions pour les États endommageant leur propre patrimoine. Les spéculations concernant les camps au Xinjiang ne sont pas non plus très positives pour les internés vu les limites de la structure des Nations Unies et l'économie tentaculaire que la Chine développe en Eurasie et au-delà, qui freine la reconnaissance d'une urgence humanitaire au Xinjiang.

Les procédés auxquels fait appel la Chine pour éradiquer les Ouïghours et la politique intérieure de Xi Jinping concernant la surveillance de sa population, montrent que le pays est passé d'un État autoritaire à un État totalitaire. Une modification de régime qui remet fortement le pouvoir des Nations Unies en cause quand on se remémore les raisons de sa création. Cependant, il semblerait que la politique chinoise offre également une possibilité de stabilisation des régions les plus menaçantes pour la sécurité internationale. Selon le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, toute menace pour la paix internationale et la sécurité devra être contrée. Il se pourrait qu'entraver le projet de l'ICR soit, à long terme, une entrave à la sécurité internationale étant donné qu'elle aurait pu fortement contribuer à l'amélioration des relations internationales.

b) Stabilisation du continent eurasiatique et nouvelles dynamiques internationales

Ce paragraphe tente d'apporter une vision du continent eurasiatique et des modifications des relations internationales dans les prochaines décennies.

Comme explicité plus tôt, la Chine a une influence économique voire politique sur les nouveaux partenaires de l'ICR, comme le Pakistan, le Vietnam, l'Italie, l'Australie, l'Iran, la Syrie, l'Arabie Saoudite, l'Israël et beaucoup d'autres. La présentation des projets et les plans financiers apportés par la Chine permettent à chaque état signataire, de comprendre les intérêts qu'ils auraient dans l'ICR. La création de la BAI permet à chaque État signataire d'un MOU de bénéficier de fonds pour investir dans des infrastructures, ce qui permet la modernisation future des 81 pays actuellement partenaires. Le silence du monde arabo-musulman concernant l'oppression de la population musulmane a également été mis en lumière et expliqué par le montant des investissements faits par la Chine dans la région du MOAN.

Ces différents éléments posent alors un important dilemme dans l'avenir de la scène internationale telle qu'on la connaît aujourd'hui. Dans le cadre de la politique nationale de « Nouvelle Ère Chinoise », Xi Jinping a entrepris l'arrestation des Ouïghours. Cependant, quand on s'intéresse aux impacts que l'ICR pourrait avoir sur le continent, la décision du silence de la communauté internationale semblerait se justifier. La Route de la Soie prévoit d'investir des sommes pharamineuses dans des États actuellement déstabilisés par la guerre, victimes du terrorisme et touché par la pauvreté. Il faut maintenant réfléchir aux conséquences d'investissements massifs dans de nouvelles industries, négligées par les pays membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP). Une diversification et stabilisation des économies des pays exportateurs de pétrole mèneraient à une stabilisation politique certaine. C'est sur ce pari que la Chine a décidé de miser. La politique du « Grand Moyen-Orient » de G.W. Bush a amené les pays du Moyen-Orient à être en conflits permanents. Si la Chine demande à ses partenaires, comme elle l'a réclamé à l'Arabie Saoudite, de maintenir la stabilité dans leurs régions, cela entraînerait une coopération durable dans le Moyen-Orient. Les bénéfices et les profits produits par l'ICR dépendraient de la coopération de ses participants. Dans cette optique, Xi Jinping a également spéculé sur la fin du terrorisme au Moyen-Orient et sur le continent africain, considéré comme la conséquence de la pauvreté sévissant dans les régions affectées.

Dans les prochaines décennies, il est également possible que l'ICR devienne un « axe prolifique », reliant l'Eurasie de bout en bout, en passant par des villes devenues touristiquement et financièrement très attractives. Cet axe permettrait également de réduire les conflits dus aux crises migratoires (issues de la pauvreté et du partage des ressources), étant donné que de nouvelles métropoles seraient créées ainsi que de nouveaux emplois, impliquant donc une forte demande de main d'œuvre, qui ne serait plus uniquement issue des pays les plus développés. On peut également prévoir un ralentissement des processus de migration, du fait de l'enrichissement des États les plus touchés par la pauvreté et la précarité.

Un tel résultat mènerait les États-Unis à se sentir exclus, ce qui pourrait amener à des tensions dans le talon d'Achille chinois : Taïwan et la mer de Chine. La présence des États-Unis en Corée du Sud et à Taïwan pourrait être le facteur clé d'un conflit de grande ampleur, bien qu'il serait périlleux pour les États-Unis d'engager un conflit, quand tous les pays auraient intérêt à coopérer avec la Chine, les États-Unis compris.

CONCLUSION :

Le Xinjiang a été au centre des politiques intérieures chinoises depuis maintenant plus d'une décennie. Les luttes contre le terrorisme se sont rapidement avérées être des luttes contre l'ethnie ouïgoure, qui freinait la politique de puissance nationale de « Nouvelle Ère Chinoise » et dont les tendances séparatistes menaçaient l'avancement de l'ICR. Pour Xi Jinping, une grande nation se doit d'avoir un contrôle absolu sur la sécurité de son territoire, et montrer le pouvoir du gouvernement sur la population. Les nombreuses arrestations et témoignages d'anciens détenus des camps de rééducation ont donc attiré l'attention de la communauté internationale sur la question du Xinjiang, sans pour autant y amener une réponse concrète. Ce silence s'explique par les nombreux avantages et opportunités économiques que la Chine propose à ses potentiels partenaires dans le cadre de l'ICR, ainsi que la pression que le gouvernement chinois exerce pour dissuader toute opposition étrangère à ses ambitions.

Les Nations Unies continuent de dénoncer la politique chinoise au Xinjiang, sans pour autant pouvoir s'y opposer fermement, du fait de sa structure et de son organisation. De plus, d'après les investissements et les prêts accordés aux pays partenaires, il semblerait que le continent eurasiatique et plus particulièrement la région du MOAN, deviendrait bien plus stable et interdépendant qu'il ne l'est aujourd'hui. Ce projet modifierait donc profondément les relations qu'entretiennent actuellement les États entre eux, pour les rendre davantage interdépendants.

La situation de la population musulmane de Chine soulève donc un dilemme de taille pour la communauté internationale et l'ONU : faudrait-il cautionner les agissements chinois au Xinjiang pour éviter de freiner l'ICR ou faudrait-il, au contraire, lutter contre la Chine et voir la perspective d'un continent eurasiatique pacifique s'éloigner ou ralentir ? Le rôle de l'ONU est de maintenir la paix et la stabilité, et de supprimer toute menace contre la sécurité internationale. Bien évidemment, la Chine n'aurait jamais dû opprimer une population minoritaire et cibler une confession religieuse. Pourtant aujourd'hui, se dresser contre la Chine devient de plus en plus désavantageux. Les pays européens et les États-Unis sont les seuls à s'inquiéter de la situation des droits de l'Homme en Chine, mais ils sont également les seuls à être en mesure de contester les exactions d'une puissance économique.

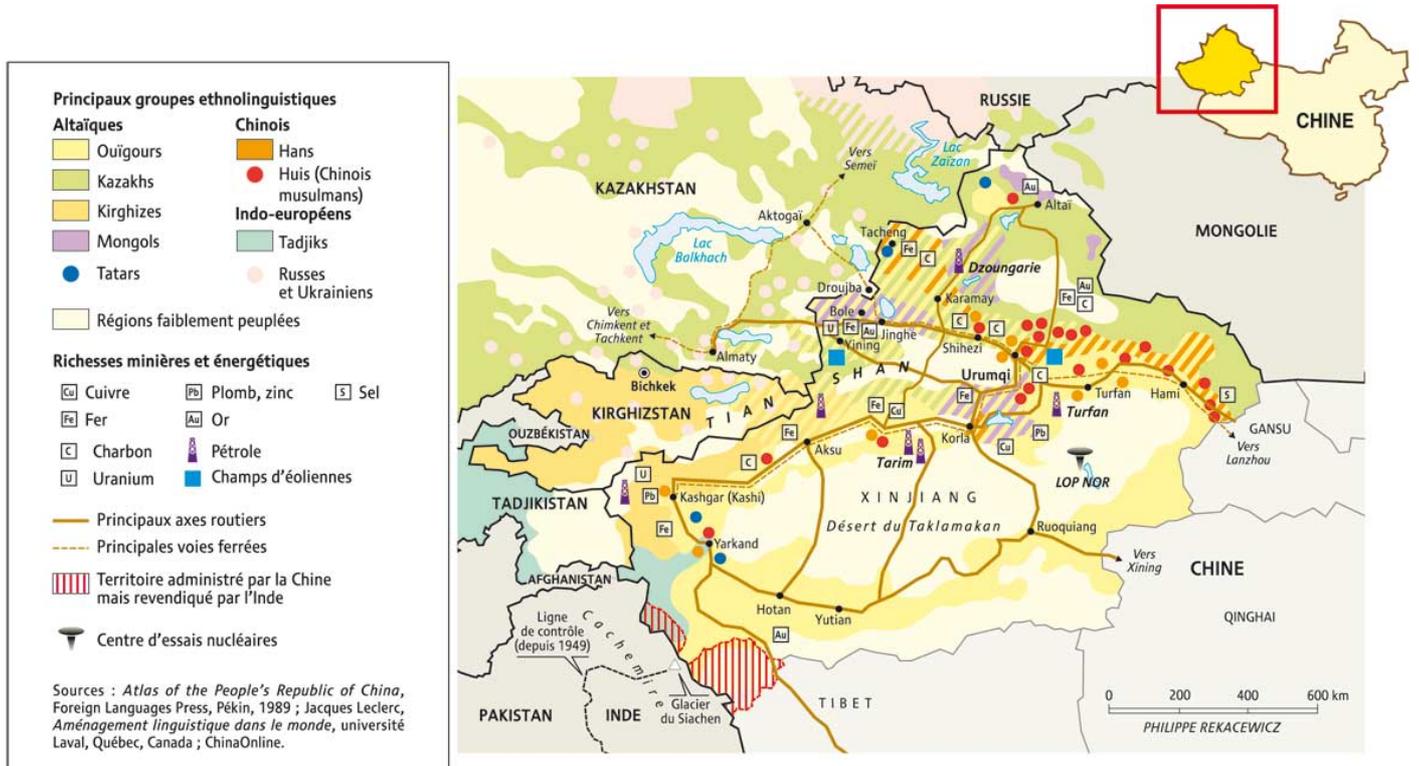
La scène internationale est actuellement divisée par de nombreux conflits d'intérêts, d'ordre environnementaux, économiques, sociaux, démographiques, culturels et géopolitiques, auxquels l'ICR pourrait amener une réponse. Si l'ONU sanctionne la Chine en imposant une limitation de cette initiative, on pourrait alors considérer qu'elle entre elle-même en

confrontation avec la paix et la sécurité internationale en empêchant aux pays pauvres de se développer.

La stabilité et la paix internationale doivent-ils passer par le sacrifice et l'inaction de la communauté internationale vis-à-vis des exactions chinoises et faudrait-il tolérer le traitement des Ouïghours en se concentrant sur le long terme ? Les Nations Unies et les associations pour le respect des droits de l'Homme assureraient qu'il ne faut, sous aucun prétexte, menacer la vie d'individus. Pourtant en pratique, il semblerait qu'une grande partie des membres de la communauté internationale seraient prêts à « sacrifier » une population au bénéfice de toutes les autres.

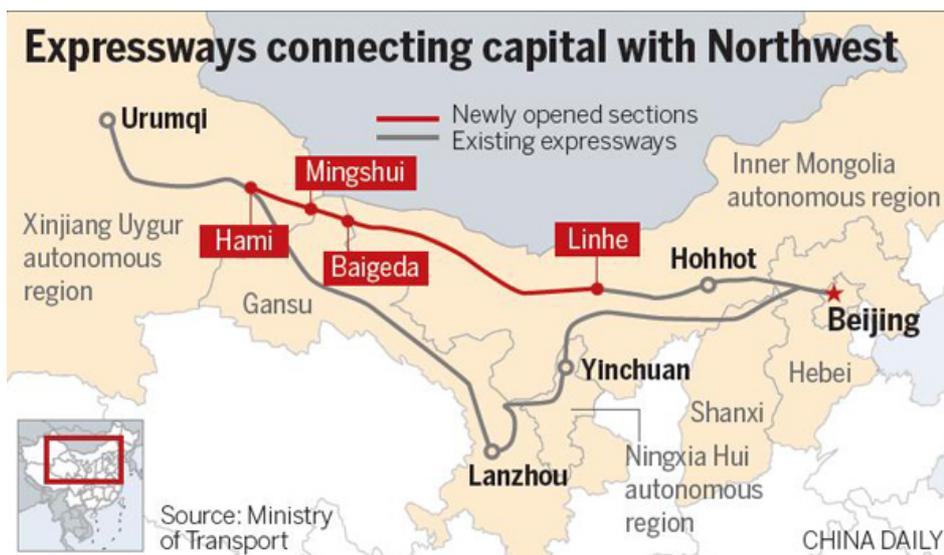
ANNEXES

Annexe 1 : Carte économique et distribution ethno-linguistique au Xinjiang (Chine)



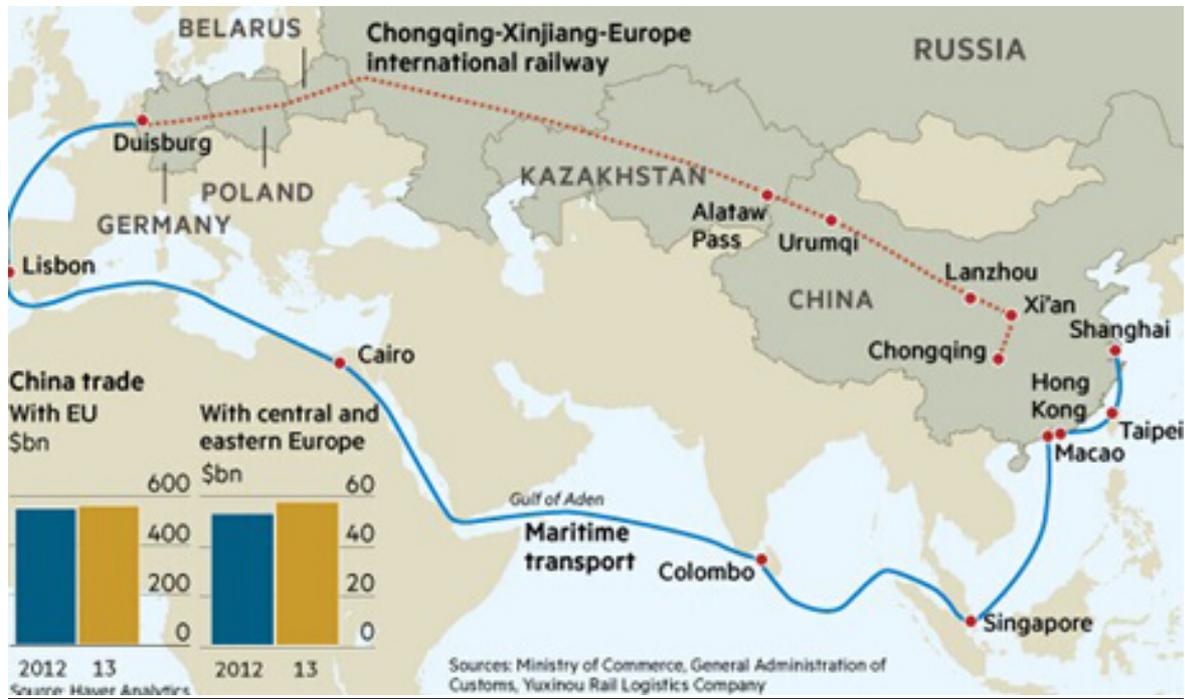
J. Leclerc, "Atlas of the People's Republic of China", Foreign Languages Press, *Aménagement linguistique dans le monde*

Annexe 2 : Expressways connecting capital with Northwest



China Daily, Ministère des transports de la République Populaire de Chine

Annexe 3 : Chongqing-Xinjiang-Europe International Railway



Ministère du Commerce, Administration Générale des Frontières, Yuxinou Rail Logistics Company

Annexe 4 : Photo d'une peinture représentant une femme voilée près d'une mosquée à Kashgar



"The colorful propaganda of Xinjiang", BBC News

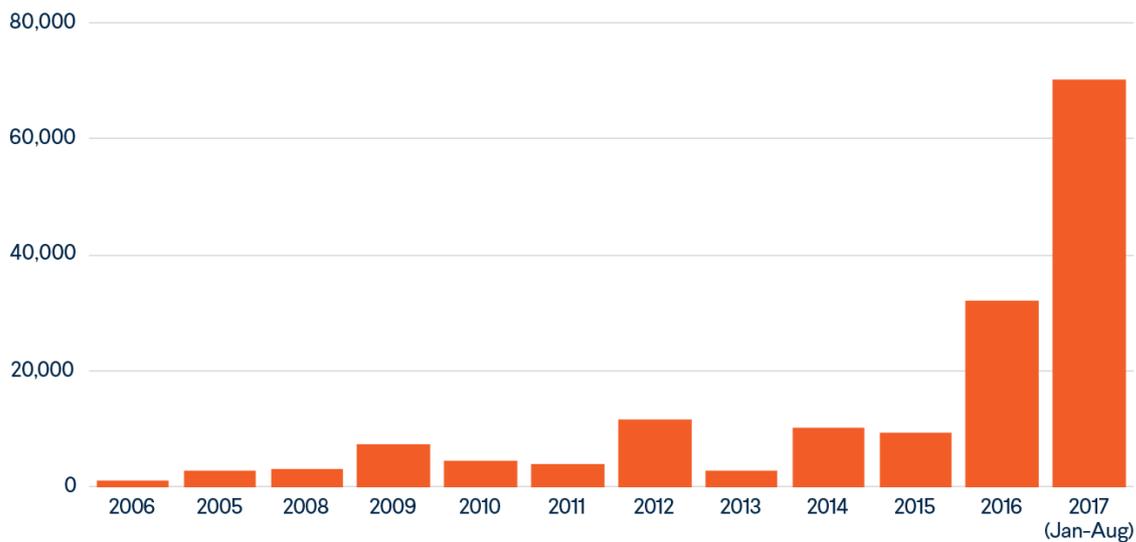
Annexe 5 : Domestic security spending in China



A. Zenz, Local Government Statistics, National Bureau of Statistics, 2018

Annexe 6 : Public Security Job Advertisements in Xinjiang

Public Security Job Advertisements in Xinjiang



Source: Adrian Zenz.

COUNCIL *on*
FOREIGN
RELATIONS

A. Zenz, Council on Foreign Relations

Annexe 7 : Photo d'un camp de rééducation au Xinjiang



T.Peters, « China says the re-education camps provide vocational training », Reuters

Annexe 7 : China's Belt and Road Initiative



Rafik Hariri Center for the Middle East, Atlantic Council

BIBLIOGRAPHIE

Aménagement du Xinjiang :

- *Articles internet*

« China CN : Fixed Asset Investment : Xinjiang : Turpan », CEIC, 2017
<https://www.ceicdata.com/en/china/fixed-asset-investment-prefecture-level-region/cn-fixed-asset-investment-xinjiang-turpan>

« Forte progression du tourisme au Xinjiang sur les huit premiers mois », Xinhua, septembre 2018, http://french.xinhuanet.com/2018-09/21/c_137484212.htm

« Investment in Xinjuang up 19,6% in 2017 », Xinhua, janvier 2018,
<http://global.chinadaily.com.cn/a/201801/29/WS5a6ee631a3106e7dcc1376cc.html>

“La Banque Asiatique d’Investissement pour les Infrastructures”, France Diplomatie,
<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/asia-oceanie/les-dynamiques-d-integration-regionale/les-enceintes-de-cooperation-economique/article/la-banque-asiatique-d-investissement-pour-les-infrastructures>

« La Chine mise sur le TGV pour développer son Far West », AFP, Le Monde, décembre 2014, https://www.lemonde.fr/economie/article/2014/12/26/la-chine-mise-sur-le-tgv-pour-developper-son-far-west_4546261_3234.html

« La ligne de fret Chongqing-Xinjiang-Europe, Route de la soie ferroviaire », Xinhua, mai 2017, http://french.xinhuanet.com/2017-05/31/c_136329012.htm

« (Spring Festival) China Focus: Xinjiang tours a hit in "golden-week" holiday”, Xinhua, février 2019, http://www.xinhuanet.com/english/2019-02/14/c_137821351.htm

« Xinjiang opens new airport, raising total number to 21 », Xinhua,
<http://www.chinadaily.com.cn/a/201812/27/WS5c246d1aa310d912140514a4.html>,
décembre 2018

« Xinjiang to invest \$70 billion in infrastructure in 2018 », Xinhua, janvier 2018,
http://www.xinhuanet.com/english/2018-01/05/c_136874801.htm

Chaponnière, J. « Nouvelle Banque Chinoise d’investissement (AIIB) quand la géopolitique rend aveugle », Asialyst, mai 2014,
<https://asialyst.com/fr/2015/05/04/nouvelle-banque-chinoise-dinvestisment-aiib-quand-la-geopolitique-rend-aveugle/>

Kidwai, F. « Xinjiang rides high on Belt and Road Initiative », China Daily, août 2018,
<http://global.chinadaily.com.cn/a/201808/08/WS5b6a649ba310add14f384a0c.html>

Nikolaev, N. « One Belt One Road and hundred of Highway », South Front, octobre 2016, <https://southfront.org/one-belt-one-road-and-hundreds-of-highways/>

Wan, A. “Pouring money into Xinjiang infrastructure won’t solve problems, experts warn”, South China Morning Post, juin 2014, <https://www.scmp.com/news/china/article/1534297/xinjiangs-ills-require-more-infrastructure-spending-experts-warn>

Wong, E. “China Invests in Region Rich in Oil, Coal and also Strife”, The New York Times, décembre 2014, <https://www.nytimes.com/2014/12/21/world/asia/china-invests-in-xinjiang-region-rich-in-oil-coal-and-also-strife.html>

- *Ouvrages*

“Focus and Perils of OBOR”, *FPRC Journal*, N°36, Foreign Policy Research Centre, New Delhi, 2018

Warikoo. K. (2016), *Xinjiang – China’s Northwest Frontier*, Central Asia Research Forum, New York

Politiques intérieures chinoises

- *Articles internet*

« China’s Drive to Settle New Wave of Migrants in Restive Xinjiang », South China Morning Post, AFP, may 2015, <https://www.scmp.com/news/china/society/article/1789160/chinas-drive-settle-new-wave-migrants-restive-xinjiang>

Buckley, C; Bradsher, K. “Xi Jinping’s Marathon Speech : Five Takeaways”, The New York Times, octobre 2017, <https://www.nytimes.com/2017/10/18/world/asia/china-xi-jinping-party-congress.html>

Defranoux, L. ”Xi Jinping, l’enfant humilié devenu maître du monde », Libération, décembre 2018, https://www.liberation.fr/planete/2018/12/13/xi-jinping-l-enfant-humilie-devenu-maitre-du-monde_1697488

Grangereau, P. « Des mariages mixtes rémunérés pour faire taire les Ouïghours », Libération, septembre 2014, https://www.liberation.fr/planete/2014/09/03/des-mariages-mixtes-remuneres-pour-faire-taire-les-ouighours_1093171

Meyer, E. « China Offers World Placements and mixed Marriage Incentives as Solutions for its Xinjiang Problems », Forbes, novembre 2014, <https://www.forbes.com/sites/ericmeyer/2014/11/13/chinas-newest-recipes-for-solving-its-xinjiang-problem-work-placements-and-mixed-marriage-incentives/#1eaa92ec5098>

Respinti, M. « Bienvenue dans la nouvelle Ère du Socialisme version Han », Bitter Winter, avril 2019, <https://fr.bitterwinter.org/bienvenue-dans-la-nouvelle-ere-du-socialisme-version-han/>

Stanzel, A. « China « New Era » with Xi Jinping Characteristics », European Council on Foreign Relations, décembre 2017, https://www.ecfr.eu/page/-/China_Analysis_New_Era_with_Xi_Jinping_characteristics.pdf

Tchang, J-P. « La « nouvelle Ère du Socialisme aux couleurs de la Chine » et ses objectifs économiques », Monde Chinois, Cairn, 2017, <https://www.cairn.info/revue-monde-chinois-2017-2-page-52.htm?contenu=resume>

Tiessen, P. « Éliminer la Pauvreté en Chine : un objectif réaliste ? », iD4D, juillet 2018, <https://ideas4development.org/pauvrete-chine/>

Tiessen, P. « Éliminer la pauvreté en Chine : un objectif réaliste ? », ID4D, juillet 2018, <https://ideas4development.org/pauvrete-chine/>

Zhulin, Z. « Xi Jinping ouvre une « nouvelle ère » pour la Chine », Courrier International, octobre 2017, <https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/xi-jinping-ouvre-une-nouvelle-ere-pour-la-chine>

- *Documentaires*

Eric Darbré, Axel Royer (réalisateurs). Les problèmes de la Chine avec les Ouïghours [Documentaire] 2014, Ego Productions, 50 minutes, https://www.youtube.com/watch?v=h_lz9F5g-n4

Oppression des Ouïghours

- *Articles internet*

« China : Minority Region Collects DNA from Millions », Human Rights Watch, décembre 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/12/13/china-minority-region-collects-dna-millions>

« China Issues Arrest Warrant For Nine Uyghurs Near Mongolian Border », Radio Free Asia, mai 2015, <https://www.rfa.org/english/news/warrant-05082015143010.html>

« The Colourful propaganda of Xinjiang », BBC News, janvier 2015, <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-30722268>

Nye, J. « Get smart, combining hard power and soft power », Foreign Affairs, août 2009, <https://www.foreignaffairs.com/articles/2009-07-01/get-smart>

“Up to One million Detained in China’s Mass “re-education” Drive”, Amnesty International, 2018, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2018/09/china-up-to-one-million-detained/>

Buckley, C. ; Qin, A. “Muslim Detention Camps are Like “Boarding Schools”, Chinese Official Says”, The New York Times, Mars 2019, <https://www.nytimes.com/2019/03/12/world/asia/china-xinjiang.html>

Bunin, G.A. « The Uyghurs of Kazakhstan have been pressured into inactivity », Art of Life in Chinese Central Asia, traduit de l’interview de Azatyq, octobre 2018, <https://livingotherwise.com/2018/10/11/uyghurs-kazakhstan-pressured-inactivity/>

Bürge, J.C. “Comment le Xinjiang est devenu le laboratoire high-tech du contrôle social”, Courrier International, The Wall Street Journal, janvier 2018, <https://www.courrierinternational.com/article/chine-comment-le-xinjiang-est-devenu-le-laboratoire-high-tech-du-controle-social>

Chin, J ; Bürge, C. « Twelve Days in Xinjiang : How China’s Surveillance State Overwhelms Daily Life”, The Wall Street Journal, Courrier International, janvier 2018, <https://www.courrierinternational.com/article/chine-comment-le-xinjiang-est-devenu-le-laboratoire-high-tech-du-controle-social>

Farelli, L. « Répression des Ouïghours : l’Arabie Saoudite soutient l’utilisation des Camps en Chine », Saphir News, février 2019 https://www.saphirnews.com/Repression-des-Ouighours-l-Arabie-Saoudite-soutient-l-utilisation-des-camps-en-Chine_a26050.html
Feng, E. « Forced Labor being used in China’s re-education camps », Financial Times, December 2018, <https://www.ft.com/content/eb2239aa-fc4f-11e8-aebf-99e208d3e521>

Feng, E. “Security Spending ramped up in China’s restive Xinjiang region”, Financial Times, march 2018, <https://www.ft.com/content/aa4465aa-2349-11e8-ae48-60d3531b7d11>

Goodge, H. « Why won’t Imran Khan won’t stand up for the blighted Uyghurs ?”, The Article, décembre 2018, <https://www.thearticle.com/why-wont-imran-khan-stand-up-for-the-blighted-uyghurs/>

Ishfaq, S. “The Sinicization and Suppression of China’s Muslim Uyghurs”, Foreign Policy Journal, novembre 2018, <https://www.foreignpolicyjournal.com/2018/11/23/the-sinicization-and-suppression-of-chinas-muslim-uyghurs/>

Levin, D. “China remodels an Ancient Silk Road City, and an Ethnic Rift Widens”, The New York Times, mars 2014, <https://www.nytimes.com/2014/03/06/world/asia/china-remodels-an-ancient-silk-road-city-and-an-ethnic-rift-widens.html>

Liuhto, M. « China is after us : Uighurs in Pakistan report intimidation”, Al Jazeera, janvier 2019, <https://www.aljazeera.com/indepth/features/pakistan-uighurs-report-intimidation-lament-china-ties-190113223009841.html>

Mandri, A. ; Leplâtre, S. « Xinjiang : Bienvenue dans l’enfer Made in China », Geo, mars 2019, <https://www.geo.fr/voyage/xinjiang-bienvenue-dans-lenfer-made-in-china-194858>

Ramzy, A. “He Needed a Job. China Gave him one : Locking up his Fellow Muslims”, The New York Times, mars 2019, <https://www.nytimes.com/2019/03/02/world/asia/china-muslim-detention-uyghur-kazakh.html>

Shepard, W. « The Complex Impact of Urbanization in Xinjiang », The Diplomat, décembre 2015, <https://thediplomat.com/2015/12/the-complex-impact-of-urbanization-in-xinjiang/>

Vanderklippe, N. « Documenting the Disappeared : Relatives, friends build database of missing Uyghurs », The Glove and Mail, novembre 2018, <https://www.theglobeandmail.com/world/article-hundreds-of-thousands-of-muslims-are-missing-in-china-now-a-database/>

Vanderklippe, N. « Inside China’s Campaign against the Uyghurs », The Globe and Mail, novembre 2018, <https://www.theglobeandmail.com/world/article-inside-chinas-campaign-against-the-uyghurs/>

Zand, B. « A Surveillance State Unlike any the World Has Ever Seen », Spiegel, juillet 2018, <https://www.spiegel.de/international/world/china-s-xinjiang-province-a-surveillance-state-unlike-any-the-world-has-ever-seen-a-1220174.html>

Zenz, A. « China’s Domestic security Spending : An Analysis of Available Data », The Jamestown Foundation, mars 2018, <https://jamestown.org/program/chinas-domestic-security-spending-analysis-available-data/>

- *Ouvrages*

Holdstock, N. *China’s Forgotten People : Xinjiang, Terror and the Chinese State*. I.B. Tauris, 2015, 373 pages

Rayila, M. « The Pain of a Nation : The Invisibility of Uyghurs in China Proper », The Equal Rights Revue, vol. 6, 2011

[Relations entre la Chine et le monde arabo-musulman](#)

- *Articles internet*

« Accords pétrolier et commercial Émirats/Chine pour la visite président Xi », L’Orient le Jour, juillet 2018, <https://www.lorientlejour.com/article/1126286/les-emirats-et-la-chine-annoncent-une-zone-commerciale-a-dubai.html>

“ La Chine déploierait sa première base militaire en Afghanistan » Sputnik News, septembre 2018, <https://fr.sputniknews.com/international/201808291037855166-chine-base-afghanistan/>

« La Chine et les pays arabes conviennent de forger un partenariat stratégique », Xinhua, juillet 2017, http://french.xinhuanet.com/2018-07/11/c_137316570.htm

« Le Partenariat entre le Koweït la Chine renforce la coopération internationale », Agence de Presse du Koweït (KUNA), juillet 2018, <https://www.kuna.net.kw/ArticleDetails.aspx?id=2737440&language=fr>

« Le Président Chinois Rencontre le Prince Héritier Saoudien », février 2019, Xinhua, http://french.xinhuanet.com/2019-02/23/c_137844488.htm

« Les Nouvelles Routes de la Soie au Moyen-Orient : un smart power chinois ? Iran, EAU, Egypte, Israël et bientôt Syrie », Observatoire Français Nouvelles Routes de la Soie, novembre 2018, <https://observatoirenrs.com/2018/11/16/les-nouvelles-routes-de-la-soie-au-moyen-orient-un-smart-power-chinois-iran-eau-egypte-israel-et-bientot-syrie/>

Bezatz, J-M. « La Chine va-t-elle remplacer les États-Unis en Arabie Saoudite ? », Le Monde, octobre 2017, https://www.lemonde.fr/economie/article/2017/10/18/la-chine-va-t-elle-remplacer-les-etats-unis-en-arabie-saoudite_5202727_3234.html

Han, A. ; Rossi, R. “What are the implications of Expanded Chinese Investment in the MENA Region ?”, Atlantic Council, août 2018, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/menasource/what-are-the-implications-of-expanded-chinese-investment-in-the-mena-region>

Mamou, Y. « Les Islamistes dénoncent l’islamophobie en Europe... mais pas en Chine », Le Figaro, avril 2019, <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2019/04/01/31002-20190401ARTFIG00088-les-islamistes-denoncent-l-islamophobie-en-europe-mais-pas-en-chine.php>

Masood, Y. « China Economic Corridor is debt reliever for Pakistan », The Telegraph, avril 2019, <https://www.telegraph.co.uk/china-watch/business/cpec-not-debt-trap-pakistan/>

McGurk, B. « China’s Risky Middle East Bet », The Atlantic, avril 2019, <https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2019/04/chinas-risky-middle-east-bet/588166/>

Onfray, M. « Les nouvelles routes de la soie au Moyen-Orient : un nouveau smart power chinois ? Iran, EAU, Egypte, Israël et bientôt Syrie », Observatoire NRS, novembre 2018, <https://observatoirenrs.com/2018/11/16/les-nouvelles-routes-de-la-soie-au-moyen-orient-un-smart-power-chinois-iran-eau-egypte-israel-et-bientot-syrie/>

Pale, S. « les premières bases militaires chinoises à l’étranger : où s’installeront-elles ? », Le Saker Francophone, septembre 2018, <https://lesakerfrancophone.fr/les-premieres-bases-militaires-chinoises-a-letranger-ou-sinstalleront-elles>

Les Ouïghours dans la communauté et les Organisations internationales

- *Articles internet*

« China adopts recommendations on human rights in its international investments », Ambiente Sociedad, mars 2019, <https://www.ambienteysociedad.org.co/en/coica-sucedee-china-adopts-recommendations-on-human-rights-in-its-international-investments/>

« ONG et ONU dénoncent les camps d'internement pour Ouïghours en Chine », France 24, aout 2018, <https://www.france24.com/fr/20180817-chine-xinjiang-onu-ong-alarme-ouighours-camps-internement>

N. Hirsch, « les camps de rééducation chinois montrés du doigt : la fin de l'omerta ? », Les Yeux du Monde, août 2018, <https://les-yeux-du-monde.fr/actualite/asiе-oceanie/chine/36551-les-camps-de-reeducation-chinois-montres-du-doigt-la-fin-de-lomerta>

- *Rapports et documents officiels*

Assemblée Générale des Nations Unies, *Rapport du groupe de travail sur l'Examen Périodique Universel de la Chine*, Conseil des Droits de l'Homme, A/HRC/40/6, mars 2019, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G18/446/59/PDF/G1844659.pdf?OpenElement>

Memorandum of Understanding between the Government of the Italian Republic and the Government of the People's Republic of China on Cooperation within the Framework of the Silk Road Economic Belt and the 21st Maritime Silk Road Initiative, http://www.governo.it/sites/governo.it/files/Memorandum_Italia-Cina_EN.pdf

Memorandum of Understanding between the Government of the State of Victoria of Australia and the National Development and Reform Commission of the People's Republic of China on Cooperation within the Framework of the Silk Road Economic Belt and the 21st Century Maritime Silk Road Initiative, <https://www.vic.gov.au/sites/default/files/2019-02/Belt-and-Road-Initiative-MOU.pdf>

- *Ouvrages*

Manjikian, S.J., « Genocide and the Failure to Respond », *Civil Courage : A Response to Contemporary Conflict and Prejudice* (ed. Naomi Kramer, Peter Lang, 2007)

RÉSUMÉ

Ce travail de recherche s'intéresse à l'évolution de la situation des Ouïghours au Xinjiang et sur la scène internationale. Il met en avant la corrélation entre les ambitions nationales chinoises et les ambitions internationales. Les Ouïghours se retrouvent donc au centre des politiques entreprises par Xi Jinping. Les premières entrent dans le projet de « Nouvelle Ère chinoise », censée apporter stabilité et richesse à l'intérieur du pays, grâce à un socialisme revisité. À l'échelle internationale, les différents accords avec les États intéressés par l'ICR (principalement les États du MOAN), freinent la reconnaissance des violations des droits fondamentaux des Ouïghours. L'ONU se retrouve limitée dans leur protection par sa structure et par la proportion que prend déjà le projet géopolitique chinois. La visée de ce travail est donc d'exposer l'inaction volontaire des États partenaires de l'ICR. Il a également pour objectif de formuler le dilemme auquel la communauté internationale est confrontée : faut-il dénoncer la Chine au risque de rompre ses relations avec elle, ou faut-il se rapprocher d'elle afin de profiter de son projet économique d'envergure.

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	VII
INDEX	VIII
INTRODUCTION	1
I. Coïncidence entre l'avancement de l'Initiative « Ceinture et Route » et les politiques internes chinoises au Xinjiang	3
A. Modification du territoire du Xinjiang depuis 2013	3
1. Infrastructures et investissements.....	3
a) Travaux et réaménagement.....	3
b) Provenance de fonds et développement de l'économie	5
2. Sinisation du Xinjiang	7
a) Tourisme et mesures d'incitation à la migration.....	7
b) Conséquences socio-économiques.....	8
B. Politique de puissance et réveil nationaliste chinois	10
1. La « Nouvelle Ère chinoise ».....	10
a) Discours politique et propagande.....	10
b) Les Ouïgours dans les organisations et dans la « Nouvelle Ère chinoise ».....	12
2. Politique martiale et budget pour la sécurité intérieure.....	13
a) Autorité publique dans la région.....	13
b) Les camps de rééducation.....	15
II. Le silence de la communauté internationale et du monde arabo-musulman	18
A. Projets chinois dans les États du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord	18
1. Développement du smart power chinois dans le monde arabo-musulman.....	18
a) Aménagements d'infrastructures chez les pays partenaires.....	18
b) Mise en place des engagements politiques et économiques d'avenir	20
2. « Trahison » des Ouïgours par le monde arabo-musulman	22
a) Négociations entre la Chine et le monde arabo-musulman.....	22
b) Prise de parole de la communauté ouïgoure à l'international	24
B. Actions sur la scène internationale	26
1. Incapacité de justice et d'enquêtes	26
a) Droit international et obstacles rencontrés par les Nations Unies	26
b) Détails des accords bilatéraux entre la Chine et les partenaires de l'ICR.....	28
2. Conséquences politiques et humanitaires des projets chinois	29
a) Éradication culturelle ?	29
b) Stabilisation du continent eurasiatique et nouvelles dynamiques internationales	31
CONCLUSION :	33
ANNEXES	35
BIBLIOGRAPHIE	39
RÉSUMÉ	46